



L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 110 - Octobre-Novembre-Décembre 2021



**Économie sociale
dans une économie capitaliste:
quels renouveau, contribution et participation ?**

**Vie Féminine, un siècle de passeuses
Enragez-vous ! pour réenchanter la démocratie locale**



Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Christine STEINBACH, Graziella FORTINO, France HUART (coordination), Zoé MAUS, Anne-France MORDANT, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Thomas DESAI, Soizic DUBOT, Eттаoufik FATHI, France HUART, Adrian JEHIN, Zoé MAUS, Jean-François RASSCHAERT, Carine SOIR, Christine STEINBACH, Stéphane VANDEN EEDE, Stéphanie VANKEER, Manon VOYEUX.

PHOTOS: groupe de photographes autonomes dit Medios Libres.
Voir en ligne: viajezapatista.eu

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITEUR RESPONSABLE : Christine STEINBACH – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



© & Reportage

ÉDITORIAL

Instruire le réel pour désamorcer les clivages..... 3

ANALYSE

Économie sociale dans une économie capitaliste :
quels renouveau, contribution et participation ?

- L'économie sociale : un mouvement aussi vaste qu'hétéroclite 4
- Économie sociale et ISP au MOC :
histoire et objectifs parallèles 7
- Restaurateur-Ecirtaruatser :
l'économie sociale au Nord et au Sud 10

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

- Vie Féminine, un siècle de passeuses 11
- Changer la vie des femmes en développant
la compétence globale 14
- *Carnet de route pour l'égalité*..... 16
- La formation inter-mouvement 16
- Invisibles, les femmes dans le patrimoine ?
Des femmes dans l'histoire du quartier l'Illon..... 17
- Services de Protection et de l'Aide à la jeunesse
et les femmes: une relation tendue 19

VIE DE L'ISCO

Liste des mémoires BAGIC défendus 18

EN RÉGIONS

- Festival du film *Vivre debout* 19
- *Enragez-vous !* pour réenchanter la démocratie locale..... 20
- La transition, remède à l'urgence écologique ? 21
- À la découverte de Namur décoloniale..... 22
- Une balade autour de la démocratie..... 22

DATES A EPINGLER..... 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

L'entraînement mental, une pratique en éducation populaire

Christine STEINBACH ♦ Directrice du CIEP-ISCO communautaire

Instruire le réel pour désamorcer les clivages

A l'heure d'écrire ces lignes, nous venons de vivre une seconde manifestation dominicale de protestation contre les mesures sanitaires, avec un éventail de messages et d'opinions large, voire très large : *Haro sur le gouvernement menteur, Refus de la dictature sanitaire, Peur des effets post-vaccinaux...* On croise aussi ici un drapeau flamboyant, là un T-shirt « Nation », ou encore une pancarte « Stop génocide gaulois ». En tête du cortège, des délégations de pompiers et de soignant.e.s s'insurgent surtout contre l'obligation vaccinale.

Quelques mois plus tôt, lorsqu'il était question d'instaurer un pass sanitaire, j'ai pensé que, plutôt que de nous infliger une manœuvre insidieuse pour pousser à la vaccination, mieux vaudrait que les gouvernements imposent l'obligation vaccinale. Pourquoi ne pas dire aux gens : « On a d'abord privilégié l'approche volontaire, mais les résultats sont insatisfaisants, un nouveau variant bouscule nos plans, on change de stratégie ». Cela me paraissait moins manipulateur, mais ce n'est pas si simple. Tout d'abord, pour qu'un vaccin puisse être imposé, « il faut que son innocuité soit nulle » et ce n'est pas le cas ici, dixit Yves Coppieters¹, qui

ne passe pas spécialement pour un huluberlu. Ensuite, cela pose un problème constitutionnel. Or, la Constitution est supposée protéger notamment les libertés fondamentales. Et puis, s'il faut contrôler le respect de cette obligation, les outils de contrôle et de sanction pourraient s'avérer aussi critiquables que le CST, dont le Tribunal de Première instance de Namur a jugé récemment que la manière dont la Région wallonne y recourt est disproportionnée en termes de risques de discrimination. En tant qu'acteur.rice.s de l'Éducation permanente, de l'Insertion socio-profession-

nelle et du secteur socio-culturel, nous nous en inquiétons chaque jour. La gestion de la pandémie menace d'accoucher de clivages et d'exclusions encore plus graves. Peut-on admettre de priver de toute vie sociale, voire de son emploi, une personne qui, bien ou mal informée, refuse le vaccin contre la covid ?

Dans le même temps, les hôpitaux à bout de souffle se demandent comment poursuivre leur mission et prendre en charge aussi bien les malades de la Covid que les autres, dont une partie a déjà vu ses soins reportés. Selon un audit de l'INAMI, « les soins chirurgicaux essentiels et mixtes accusent plus d'un an de retard »². Un acteur mutuelliste s'indigne : « On ne prend pas la vraie mesure des contraintes qui pèsent au quotidien aujourd'hui dans les hôpitaux ».

La gestion chaotique de la pandémie est le résultat éfarant d'une incapacité à penser et mettre en œuvre une politique du soin et de la coopération. Nos infirmier.ère.s sont mal payé.e.s et les vaccins s'échangent à des prix bien trop élevés pour les pays pauvres. Aussi nos hôpitaux n'en peuvent plus et la Covid continue de circuler. De plus, cette pandémie qui perdure lamine nos certitudes et nous met à l'épreuve du doute. Il est plus que jamais urgent de

poursuivre le combat pour une société du CARE, mais aussi de multiplier les espaces de dialogue où un travail d'instruction du réel peut être mené avec la population, pour contribuer à conjurer les clivages et revitaliser la démocratie. ●



Reportage

1. Noé SPIES, « Les vaccins actuels ne permettent pas d'envisager une obligation », Entretien avec Yve Coppieters, *Le Vif*, 16 novembre 2021 (en ligne) www.levif.be/actualite/belgique/yves-coppieters-les-vaccins-actuels-ne-permettent-pas-d-envisager-une-obligation/article-normal-1491479.html
2. *La Libre Belgique*, 2 décembre 2021 (en ligne) www.lalibre.be/belgique/societe/2021/12/03/plus-dun-an-de-retard-dans-les-soins-chirurgicaux-essentiels-selon-linami-GKVEDFGKEVCPRD5QY2F2WKU63I/

Économie sociale dans une économie capitaliste : quels renouveau, contribution et participation ?

Adrian JEHIN ♦ ConcertES¹

L'économie sociale : un mouvement aussi vaste qu'hétéroclite

L'économie sociale (ES), de par ses principes et la diversité des acteurs qui la composent, n'est pas un concept aisé à assimiler. Dans le cadre de cet article, nous proposons de l'aborder sous le prisme statistique de l'*Observatoire de l'économie sociale*. Mis en place par ConcertES, ce pôle d'expertise et de réflexion publiée régulièrement un panorama chiffré de l'ES et permet ainsi de suivre l'évolution de l'ensemble du mouvement en Belgique francophone.

Comment fonctionne l'Observatoire de l'économie sociale ?

Le périmètre statistique étudié par l'Observatoire rassemble l'ensemble des employeurs dont le siège social est établi en Belgique, et qui ont adopté la forme d'association (ASBL, AISBL, association de fait), de société coopérative agréée par le Conseil National de la Coopération (CNC)², de société à finalité (SFS), de fondation ou de mutuelle. Un périmètre qui est voué à évoluer avec l'entrée en vigueur du nouveau Codes des Sociétés et des Associations. Ces différents types de structure intègrent les principes de l'économie sociale, qui sont exposés, d'un point de vue légal, respectivement dans un décret wallon (2008) et une ordonnance bruxelloise (2018), pour ce qui est de la Belgique francophone. Ce périmètre statistique est également utilisé par le monde académique, mais aussi à l'échelon européen, ce qui permet notamment de comparer les données entre les différents états membres de l'Union européenne.

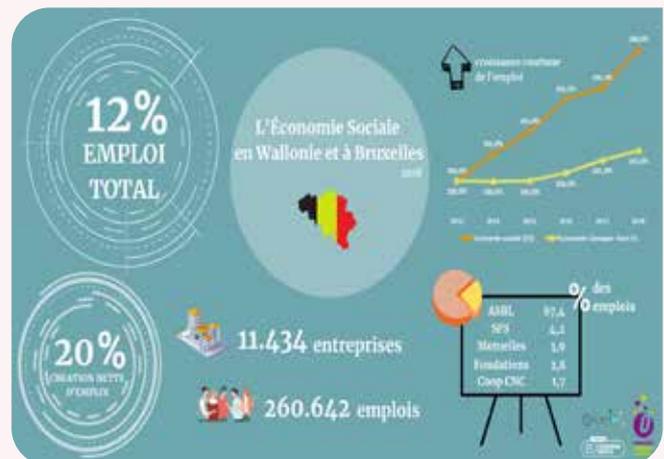
Les données proviennent de différentes sources, telles que l'Office National de la Sécurité Sociale (ONSS), la Banque Carrefour des Entreprises ou encore la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique.

L'ES en quelques chiffres

En 2018, on dénombrait pas moins de 11.434 entreprises d'ES, qui fournissaient 260.642 emplois sur les territoires wallon et bruxellois. Un chiffre en constante évolution qui témoigne de la bonne santé économique de ces entreprises qui œuvrent chaque jour pour une autre économie, plus juste et plus durable. Ainsi, de 2013 à 2018, le nombre total d'emplois du mouvement de l'économie

sociale a augmenté de 8,9%, tandis que l'économie classique a vu ses emplois croître de seulement 2%.

Et si, à l'instar de l'économie classique, l'ES regroupe principalement des entreprises employant moins de 50 travailleur.euse.s (93,48%), on note une différence notable au niveau des entreprises de moins de 5 travailleur.euse.s, qui représentent 49,4% des entreprises ES, contre 71% pour les entreprises classiques. *A contrario*, il existe proportionnellement près de deux fois plus de moyennes et de grandes entreprises dans l'ES (6,5% > 50 travailleurs) que dans le reste de l'économie (3,5%).



Une autre spécificité intéressante concerne la dimension du genre. En effet, tant en Wallonie qu'à Bruxelles, les femmes sont davantage représentées que les hommes. La différence la plus notable s'observe en Wallonie, où elles sont 74% dans l'ES, contre 44% dans l'économie classique. Aussi, on relève d'importantes différences en matière de régime de travail, le temps partiel étant plus courant dans l'ES que dans l'économie classique, tant du côté des femmes (68% contre 54%), que des hommes (31% contre 14%).

Le jeu des 5 familles de l'ES

Attardons-nous un peu plus sur les différentes grandes familles de l'ES. Si elles comportent chacune leurs spécificités propres, elles

possèdent néanmoins un socle commun : la recherche d'une autre finalité que le lucre.

Débutons par les **ASBL employeuses** qui représentent à elles seules 94,8 % des acteurs, et 87,4 % des emplois dans l'ES. Elles sont actives dans de nombreux secteurs de la « santé humaine et action sociale », des « autres activités de services » et de l'« éducation et formation ». Avec le nouveau Code des sociétés, une ASBL peut exercer des activités commerciales et industrielles sans aucune limite, à condition entre autres qu'elle poursuive effectivement un but désintéressé et qu'elle ne distribue ou procure, directement ou indirectement, à ses membres, administrateur.rice.s ou fondateur.rice.s, un avantage patrimonial.

Située à Bruxelles et active sur la Fédération Wallonie-Bruxelles, *Cultures&Santé* est un exemple d'ASBL employeuse. Avec ses 19 salariés, l'association de promotion de la santé, d'éducation permanente et de cohésion sociale, développe et met à disposition des ressources soutenant les professionnel.le.s du champ de la santé, du social et de l'éducation dans la mise en œuvre d'actions ou de projets autour de questions de santé et de citoyenneté, avec un intérêt particulier pour les inégalités sociales et la multi-culturalité.

La seconde famille est celle des **sociétés à finalité sociale**, qui représentent 3,9 % des acteurs de l'ES. Il s'agit pour partie des acteurs et entreprises de l'économie sociale d'insertion (ESI). Sous cette notion, on retrouve les EI (entreprises d'insertion) en Wallonie, les CISP wallonnes (Centres d'Insertion Socioprofessionnelle, anciennement EFT/OISP), les AFT (Ateliers de formation par le travail) et OISP bruxellois, les ETA (Entreprises de travail adapté) wallonnes et bruxelloises, les IDESS (Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale) en Wallonie, les entreprises sociales et démocratiques mandatées entreprise d'insertion (ESMI) en Région Bruxelles-Capitale (RBC) et les entreprises de réutilisation. Au niveau des emplois, 59% proviennent des « activités titres-services » ; ensuite, on retrouve les ETA, qui sont créditées de 11,2% des emplois des SFS en 2018.

La Ferme Nos Pillifs est l'une des 12 ETA ayant son activité en RBC. Située à Neder-Over-Heembeek, cette ETA occupe 145 personnes handicapées dans des métiers variés tels que l'atelier bio, la jardinerie, l'estaminet, l'épicerie et la ferme d'animation. Différentes sections pour une seule idée : l'intégration.

Anciennes et bien connues de toutes et tous, **les mutuelles** sont les organismes assureurs chargés de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Au sein des mutuelles, près de 95% des emplois proviennent du secteur de l'« administration publique-sécurité sociale obligatoire ». Elles constituent en effet un intermédiaire important dans le dispositif de sécurité sociale obligatoire.

La quatrième famille est celle des **fondations reconnues d'utilité publique** qui représente 2,8 % des acteurs de l'ES. Les

emplois dans les fondations sont principalement générés au sein des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » et de la « santé humaine et action sociale ». Dans les deux cas, le nombre d'emplois est en augmentation, représentant aujourd'hui respectivement 52,3 et 32% des emplois totaux des fondations.

Contrairement à une fondation privée visant principalement le maintien d'un patrimoine au sein d'une famille, la fondation d'utilité publique *Child Focus* met tout en œuvre pour traiter et prévenir les disparitions et l'exploitation sexuelle d'enfants.

La dernière famille est celle des **coopératives agréées à finalité sociale et/ou CNC** qui représentent 1,7% des acteurs de l'ES. Le secteur du « commerce de gros et de détail » génère l'essentiel des emplois des sociétés coopératives CNC. En 2018, il totalisait 71,6% des emplois, soit davantage qu'en 2013 (56%). Vient ensuite le secteur des « activités titres-services », qui procure en 2018, 7,2% des emplois des coopératives CNC, suivi de près par le secteur « activités financières » (6,8%). Plus généralement, l'entrepreneuriat coopératif connaît depuis quelques années un regain d'intérêt. On pense ici aux domaines de l'alimentation durable, avec les coopératives de producteurs et de consommateurs, comme par exemple *Agricovert*, mais aussi de l'énergie, avec *Cociter*, ou encore du secteur bancaire, avec *NewB*, et de la téléphonie mobile avec *Neibo*.

Comme toutes les coopératives agréées CNC, *NewB* est gérée démocratiquement selon la règle suivante : « un membre = une voix », qui dissocie le pouvoir de décision du capital détenu. *NewB* est guidée par des valeurs comme l'équité, la justice sociale et l'égalité. Cela se traduit notamment par la création de produits et de services financiers respectueux de la planète et des droits humains.

Quelques enjeux

Un enjeu majeur du secteur est celui de la notoriété. Si le mouvement représente une part significative de l'économie et de l'emploi en Belgique francophone et répond à une aspiration grandissante des citoyen.ne.s à une consommation plus éthique et responsable, ce dernier souffre encore d'un manque de visibilité et de lisibilité au sein de la population³. Au-delà de l'aspect pédagogique et communicationnel, il est aussi essentiel de stimuler le développement de l'ES, que ce soit par le soutien à la création et au changement d'échelle des entreprises d'ES, que ce soit en matière de financement, ou encore via l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics. Un soutien accru à des programmes d'accompagnement et de transition organisationnelle, via les agences-conseil en ES, en ce compris des processus de digitalisation, de transition verte, de développement de l'activité, etc., pourrait aussi constituer un levier intéressant pour un changement d'échelle des entreprises de l'ES.

Ensuite, l'ES doit pouvoir répondre aux enjeux de notre temps : urgence climatique, besoin impérieux de renforcer la cohésion so-



cial, etc., et ce davantage que l'économie traditionnelle en raison, on le comprendra, de sa nature même à viser l'intérêt général plutôt que des finalités de lucre. Pour ce faire, le mouvement est déjà présent dans nombre de ces domaines, mais est aussi porteur d'innovations. Que cela soit sur la transition de certaines chaînes de valeur⁴, comme celle de logistique vers la mobilité douce avec des acteurs comme les coopératives *Dioxyde de Gambette* ou *Urbike*, ou encore par la création de nouvelles chaînes de valeur dans le domaine du recyclage d'un certain nombre de « déchets » (micro-électroniques, déchets verts, paramédical...) avec des acteurs comme les membres de la Fédération d'économie sociale RESSOURCES⁵. Ces logiques devront sans doute être renforcées et encouragées.

L'ES est en définitive un mouvement capable d'apporter des solutions crédibles aux dérives du capitalisme et de répondre aux enjeux présents et futurs de la société. Néanmoins, et comme le souligne l'étude « *Les verrous économiques de la transition économique* » de Saw-B⁶, il faut être conscient qu'il sera difficile de faire de l'ES la nouvelle norme économique, sans une remise en question profonde du cadre et des institutions actuels, et plus généralement de l'hégémonie néo-libérale. ■

1. ConcertES est la concertation des organisations représentatives de l'ES.

2. Cette disposition est amenée à être modifiée avec l'entrée en vigueur du nouveau Code des Sociétés.

3. Comme le démontre un sondage notoriété commandité en juin 2020 par ConcertES, 54% des Belges sont insatisfait.e.s du modèle économique actuel. Plus précisément, la volonté de changement qui se reflète dans leurs habitudes de consommation montre qu'il.elle.s sont de plus en plus nombreux.ses à être attentif.ve.s à la provenance des produits (52%), à privilégier les commerces de proximité et faire attention à leur empreinte écologique (42%).

4. Le concept de « chaîne de valeur » revient à Michael Porter, et fait référence à la valeur ajoutée que l'entreprise dégage dans les différentes étapes de son activité, sous l'angle restreint de l'avantage concurrentiel. Plus récemment, cette notion a été élargie à l'ensemble des externalités d'une entreprise, en ce compris les dimensions de durabilité.

5. La fédération RESSOURCES représente les entreprises sociales et circulaires du secteur de la réutilisation des biens et des matières.

6. *Les verrous économiques de la transition*, SWA-B, 2019 (en ligne) https://saw-b.be/wp-content/uploads/sites/39/2020/05/etude_sawb_2019_verrous_transition.pdf



POUR ALLER PLUS LOIN :

« État des lieux de l'économie sociale 2017-2018 » (dossier), *Les cahiers de l'Observatoire*, n°15, mars 2020.

« L'économie sociale au Nord et au Sud : enjeux et perspectives » (interview d'Andrea LEMAITRE), *Démocratie*, avril 2015 (en ligne) <http://revue-democratie.be/>

Hugues DE BOLSTER, *L'économie sociale expliquée à mes amis*, Analyse SAW-B, 2019 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/leconomie-sociale-expliquee-a-mes-amis/>

Hugues DE BOLSTER, *Identités et dynamique plurielles de l'économie sociale*, Analyse SAW-B, 2018 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/identites-et-dynamiques-plurielles-de-leconomie-sociale/>

Hugues DE BOLSTER, *Dis-moi d'où tu viens et je te dirai qui tu es... Origine et identité d'entreprises sociales*, Analyse SAW-B, 2019 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/dis-moi-dou-tu-viens-et-je-te-dirai-qui-tu-es-origine-et-identite-dentreprises-sociales/>

Jacques DEFOURNY et Marthe NYSENS, *Économie Sociale et Solidaire, Socio-économie du 3^e secteur*, Deboeck, 2017.

Jacques DEFOURNY et Marthe NYSENS, « Entreprises sociales : des promesses et des défis », *Démocratie*, 2017, n°9, pp. 5-9 (en ligne) <http://revue-democratie.be>

Marian DE FOY, *Les financements de l'économie sociale*, Analyse SAW-B, 2021 (en ligne) https://saw-b.be/publication/financements_economie_sociale/

Florence DEGAVRE, Andrea LEMAITRE, Marthe NYSENS et Jacques DEFOURNY, « L'économie sociale, un moteur pour la transition sociale et écologique ? », *Sociétés en changement*, 2020, n°8, pp. 1-8 (en ligne) <http://hdl.handle.net/2078.1/225799>

Véronique HUENS, *Les mutuelles de santé, actrices de l'économie sociale*, Analyse SAW-B, 2014 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/les-mutuelles-de-sante-actrices-de-leconomie-sociale/>

Antinea LESTIEN, Armelle BARRÉ, Audrey CHALUMEAU, Catherine BOET, Egmont LABADIE ea., *Fabriquer l'égalité. Manifeste pour en finir avec le sexisme dans l'économie sociale et solidaire*, Paris, Édition de l'Atelier, 2019.

Magalie SAUSSEY (coord.), *Les femmes dans l'économie sociale et solidaire : un idéal subordonné au genre*, Louvain-la-Neuve, PUL, 2018 (Cahiers du CIRTES).

Christine VERSCHUUR, Isabelle GUERIN et Isabelle HILLENKAMP, *Éffervescences féministes. Réorganiser la production sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur*, Paris, L'Harmattan, 2021/n°2 (Cahiers Genre et développement).

- <http://annuaire.economiesociale.be>
- SAW-B : www.sawb.be
- CONCERTES : <https://concertes.be>
- Centre d'économie sociale (HEC-ULg) : www.ces.uliege.be

Interview réalisé par Zoé MAUS ♦ CIEP communautaire

Économie sociale et ISP au MOC : histoire et objectifs parallèles

A lors que la pandémie a frappé de plein fouet nos sociétés, en particulier les plus précarisés, les secteurs de l'économie sociale (ES) et de l'insertion socioprofessionnelle (ISP) ont montré que leurs objectifs et missions étaient plus que jamais indispensables pour penser autrement l'emploi et l'économie, la formation et l'insertion. Depuis longtemps au centre de l'action du MOC, différents services ont été créés pour mener à bien ces missions. Parmi eux, Syneco et les AID (Actions intégrées de Développement) sont actifs l'un dans le conseil aux entreprises d'ES, l'autre dans l'ISP. Nous avons rencontré Sébastien Cassart, directeur de Syneco, et Eric Albertuccio, directeur des AID, pour un entretien croisé autour de leur histoire et des enjeux de leurs secteurs respectifs.

Une histoire parallèle de soutien aux plus faibles et à l'innovation sociale

Eric Albertuccio (EA) : C'est à la sortie des deux crises pétrolières et de la crise du marché de l'emploi, que les AID sont nées, début des années 80, issues de réflexions liées à l'éducation permanente. Les réponses apportées à ces crises par les pouvoirs publics visaient à développer la formation des demandeurs d'emploi, de manière à leur donner des compétences ; elles ne permettaient pas de s'adresser à tous les publics en recherche d'emploi et singulièrement aux personnes les moins qualifiées. C'est pour chercher des réponses innovantes à cela que les CIEP ont développé des projets d'ISP au départ de leurs activités d'éducation permanente, créant progressivement les dispositifs AID. Dans les années 80, on ne parlait pas de transition ou de développement durable mais plutôt de "développement global intégré". Les acteurs souhaitaient développer des réponses adaptées au niveau du territoire, en fonction des besoins culturels, sociaux et économiques avec les acteurs locaux, économiques, associatifs, culturels ou politiques. C'est l'origine des AID. Par exemple, un des premiers projets bruxellois consistait en la création d'un centre de formation en coiffure à Schaerbeek. Petit projet qui, 40 ans plus tard, est incarné par deux centres de formation, le Cf2m et la Chom'Hier, actifs dans le recyclage de déchets électroniques, l'alphabétisation, les métiers de bureau et du graphisme ainsi que l'Horeca. Rapidement donc, les AID se sont tournées vers la formation à l'emploi, notamment pour des adultes faiblement qualifiés et très éloignés du marché du travail. Mais il s'agissait de leur proposer une trajectoire qui ne se limitait pas à les rapprocher de l'emploi (qui reste un facteur d'intégration déterminant) et procurait aussi aux stagiaires d'autres sources de réflexion et d'émancipation, en travaillant aussi la dimension citoyenne, le projet personnel, etc.

Sébastien Cassart (SC) : Syneco a été créée il y a 25 ans, avec un double objectif : être le réceptacle de la Fondation André Oleffe qui visait à soutenir la reprise d'entreprises par les salarié.e.s (accompagnement des travailleur.euse.s et aide financière pour la constitution du capital) ; accompagner les nombreuses asbl qui ont émergé à l'époque pour leur permettre de créer facilement de l'emploi. Il s'agissait de professionnaliser le secteur de l'ES, dans lequel les entreprises d'insertion et de formation par le travail (EFT) sont des structures largement représentées. Les motivations liées à la création de Syneco sont similaires à celles des AID : il s'agit de toucher le plus grand nombre de personnes, notamment les plus fragilisées.

Cependant, si jusqu'au milieu des années 90, l'ES était relativement cantonnée à l'ISP, ces dernières années, de nombreuses coopératives émergent, revenant au fondement historique des coopératives de citoyen.ne.s ou de producteur.rice.s qui se mettent ensemble pour proposer un modèle de réappropriation collectif dont l'objectif est de combattre le modèle capitaliste. Si, en Espagne ou en France, de nombreux cas de reprise d'entreprises par les travailleur.euses.s ont existé dans les années 70, dans le cadre d'un syndicalisme de lutte, c'est moins le cas en Belgique malgré quelques exemples (le *Balai Libéré* notamment). La CSC a toujours eu une réponse pragmatique qui était de ne pas laisser sur le carreau les travailleur.euse.s. Plutôt que de développer le modèle coopératif ou auto-gestionnaire il s'agissait surtout de préserver l'emploi. Actuellement, il y a très peu de coopératives de travailleur.euse.s salarié.e.s en Belgique, et même si Syneco se penche régulièrement sur la question, il s'agit là d'une niche : la reprise d'entreprise ne s'improvise pas et se fait sur le long terme. Or, en Wallonie, cette culture n'existe pas et le syndicat est plus favorable à d'autres manières de faire, que ce soit en soutenant



Reportage

les cellules de reconversion (dans lequel Syneco est également actif, notamment en partenariat avec RESO -feu SOS Dépannage) ou en misant sur la mise en place de plans sociaux favorables aux travailleur.euse.s, ce qui est plus le cas en Belgique que dans d'autres pays.

EA : Avec l'idée de dépasser la critique du modèle capitaliste en proposant des alternatives concrètes qui mettent en avant la réflexion sur le sens du travail et le modèle économique, les AID ont également participé à la création d'entreprises sur le modèle coopératif (mais pas forcément autogestionnaire), notamment des ILDE (Initiatives Locales de Développement de l'Emploi). À Bruxelles, ces ILDE sont actives dans la formation, le recyclage informatique et la communication graphique. En Wallonie, elles sont actives dans le domaine de la ressourcerie (R.APP.EL à Tubize), les titres services ou le bâtiment (Beauraing), ou encore une initiative récente d'assistance informatique dans laquelle intervient Syneco, à Nivelles. Les AID développent des structures qui répondent aux besoins des stagiaires, leur permettant de sortir de formation avec des compétences leur évitant de se prendre des murs sur le marché de l'emploi, notamment en gardant des articulations avec les structures coopératives et leur mode fonctionnement (comme les conseils coopératifs) pour que nos dispositifs ne soient pas trop différents de la réalité du monde du travail.

Des entreprises et initiatives à la croisée des enjeux sociétaux

EA : Une série de centres AID ont été créés au départ des questions liées aux systèmes de domination : par exemple, les initiatives *Mode d'Emploi de Vie féminine* ou d'autres centres AID en lien avec les questions de genre ; plusieurs centres bruxellois et liégeois créés au départ des questions de minorités et les différentes vagues de migrations². Ces questions sont au cœur de leur ADN, même si les reconnaissances et les obligations décrétales les ont amenés à accueillir indistinctement tou.te.s les demandeur.euse.s d'emploi, sans distinction d'origine. Par ailleurs, les luttes environnementales font partie aussi de plusieurs projets qui s'incarnent plus particulièrement dans les axes de développement et les secteurs des entreprises, comme le maraichage, les ressourceries, la réparation de matériel électronique ou électrique., Les acteurs de l'ES sont sensibles aux enjeux de développement intégré,



Reportage

précurseurs du développement durable et de la transition, qui sont aussi des manières de faire de l'économie autrement.

SC : Les asbl et les coopératives ont souvent été le premier réceptacle des valeurs d'égalité et des questions de société. Une des valeurs de l'*Alliance Internationale des Coopératives* est l'engagement envers la communauté. Les valeurs de l'éducation, de la formation et de l'information (qui se rapprochent d'une certaine façon de l'éducation permanente et populaire) sont également centrales. D'autres principes mettent également en avant l'égalité économique, comme la défense d'une tension salariale maximum de 1 à 4. Ces principes n'empêchent cependant pas ces structures de rencontrer des difficultés : on reste malgré tout dans une économie traditionnelle de marché, dans laquelle il n'est pas toujours aisé de faire vivre ces valeurs.

Les effets catastrophiques de la pandémie

EA : La pandémie a eu des effets dramatiques : on a vu l'accroissement de la précarité économique, de l'isolement et des problèmes intrafamiliaux mais aussi la dégradation de la santé mentale et la perte totale de sens chez nos publics, qui se retrouvent incapables de se projeter dans un avenir différent et heureux. Si nos centres dépeignaient déjà une évolution négative avant la pandémie, la situation s'est clairement aggravée et les personnes précaires ont été clairement abandonnées par les services sociaux : FOREM, CPAS, mais aussi par nos services (syndicat, mutuelle, etc.) auprès desquels c'était (et c'est toujours) la croix et la bannière pour avoir un rendez-vous, principalement en raison de leur passage en télétravail. Ce public se retrouve dans nos centres, où nos travailleur.euse.s sociaux.ales sont à la fois dépassé.e.s en termes de temps de travail et accablé.e.s moralement par rapport à cette situation.

Parallèlement, les entreprises et organisations elles-mêmes n'ont pas été abandonnées par les pouvoirs publics et ont été largement aidées, notamment avec des subventions garanties.

SC : Il y a une énorme quête de sens qui n'est pas propre à l'ES mais qui se traduit par des demandes d'information pour constituer des asbl et des coopératives, mais la situation économique n'invite pas forcément à la réjouissance et à franchir le pas, sauf dans certains secteurs que nous ne suivons pas, comme le maraichage. De plus, cette quête de sens née de la pandémie donne, dans bien des cas, davantage envie de s'accomplir individuellement que de créer des coopératives.

Une politique de l'emploi et de soutien pas toujours adaptée

EA : La politique de l'emploi actuelle, qui insiste sur l'adéquation entre formation et emploi et qui met le focus sur les métiers en pénurie, pose question d'autant plus lorsque cette adéquation est assortie d'une démarche contrainte et de certaines formes de dumping social. Même si nous n'avons qu'un faible pouvoir sur ces orientations, nous sommes en résistance par rapport à celles-ci, notamment parce que les métiers en pénurie sont peu accessibles à nos publics aux conditions proposées et que rien n'est proposé pour développer leur employabilité (en compensant leur manque de compétitivité ou par des aides directes à l'emploi). On

veille donc à proposer autre chose en continuant à développer de l'emploi dans les secteurs en question et en continuant à faire du plaidoyer pour que les politiques publiques renforcent leur soutien aux acteurs de l'ES d'insertion. Parmi les pistes que nous proposons lors des rencontres des ministres de l'emploi, figure celle de soutenir l'ES d'insertion en multipliant les dispositifs d'emploi permettant d'être une véritable charnière entre la sortie de formation et l'entrée à l'emploi dans une entreprise classique. Parmi les expériences concrètes et séduisantes menées dans notre réseau figure celle de l'EFT *Le Perron de l'Illon*, qui, tout en accueillant des bénéficiaires de l'article 60 ayant une expérience et une formation suffisante pour travailler de manière autonome dans l'Horeca, leur propose aussi un service d'accompagnement psychosocial et un processus de formation en fonction de leur projet d'insertion socioprofessionnel personnel, qu'il soit ou non dans le domaine de l'Horeca. Ce dispositif intéressant montre qu'il n'y a pas que l'expérience technique professionnelle qui importe ; les compétences transversales donnent aussi de réelles opportunités. L'idéal serait de pouvoir avoir ce genre de dispositif qui ne soit plus uniquement destiné à un public de CPAS mais accessible à tous les publics, et assorti de financements spécifiques permettant de garantir l'encadrement psychosocial et la formation continuée. Cela permettrait d'être plus innovant en termes d'ES et de se repositionner sur des secteurs émergents, comme l'Horeca et l'économie circulaire. Or, actuellement, les financements ne sont pas à la hauteur des discours d'intention des pouvoirs publics.

Des ambitions et des espoirs peuvent aussi naître du plan de relance wallon, avec une série de fiches qui sont assorties du budget et d'objectifs généraux intéressants en termes de développement, de formation et d'emploi notamment dans les métiers en pénurie, porteurs ou dans l'économie circulaire, y compris dans la rénovation énergétique des bâtiments. Aujourd'hui, le problème c'est qu'on ne sait pas comment ces intentions vont pouvoir se mettre en œuvre, d'autant plus que de nombreux acteurs sont plutôt conservateurs et que certains auront plutôt tendance à consolider leurs acquis plutôt que de soutenir l'innovation.

SC : Tant la Région wallonne que Bruxelles reconnaissent la valeur ajoutée des coopératives et de l'ES. Ces dernières années, la mise en place de dispositifs facilitant la capitalisation des coopératives a permis le développement de coopératives dites citoyennes, alors qu'il y a un siècle ou 50 ans la création de coopératives était issue de milieux populaires ou de mouvements sociaux : aujourd'hui, les projets sont portés par des personnes disposant d'un certain capital.

Au niveau des pouvoirs publics, il y a une volonté de rationaliser et d'homogénéiser les pratiques d'accompagnement et de conseils, notamment en proposant un seul point d'entrée pour les porteurs de projets. Par ailleurs, on constate que les entreprises d'insertion sont dorénavant le parent pauvre de l'ES. Les réformes tant à Bruxelles qu'en Wallonie ont diminué leur attractivité, notamment de par le fait que les subsides sont dérisoires par rapport à la charge administrative et aux contraintes légales visant le respect des réglementations européennes. Le boom observé dans le développement des entreprises d'insertion dans les années 2000 était largement dû au développement des titres-services.



Aujourd'hui, l'entreprise d'insertion, qui devait être le dernier étage de la fusée vers l'emploi, est en partie en panne. D'autres questions se posent comme l'avenir des Territoires Zéro Chômeurs et diverses initiatives pour lesquelles on n'a pas encore suffisamment de clarté et qui restent encore vagues pour des accompagnateurs comme nous ou comme les AID.

Il y a aussi la réforme du Code des sociétés dont on ne mesure pas encore tous les effets. Par ailleurs, une autre menace pèse sur le secteur : le fait que le capitalisme sait se réinventer et que si les coopératives constituent un acte de résistance, elles risquent bien d'être confrontées à un capitalisme qui se dit vertueux et qui d'une certaine manière reprend certains codes de la coopérative à des fins de profit. Il n'est donc pas facile pour les citoyen.ne.s de faire la part des choses et de s'y retrouver entre les coopératives avec une vision et des objectifs militants et les structures classiques qui visent surtout l'optimisation des bénéfices.

EA : Dans nos réseaux, on constate la nécessité de développer des réponses innovantes dans le domaine de l'emploi, dans les dispositifs d'accompagnement des personnes et la formation continuée, mais pas dans n'importe quel secteur ni avec n'importe quelles valeurs. Il y a de nombreux acteurs qui nourrissent des ambitions en la matière et veulent vraiment aller de l'avant, et qui ont envie de construire ces nouveaux modèles. Mais il faut que les pouvoirs publics développent des cadres réglementaires permettant de faire exister ces projets, en améliorant les structures qui existent déjà, notamment par des aides à l'emploi spécifiques et des dispositifs de financement de l'accompagnement. Il faut également favoriser des initiatives, comme les Territoires Zéro Chômeurs, dans son acceptation de départ, c'est-à-dire des dispositifs qui permettent de mobiliser un ensemble d'acteurs au niveau d'un territoire : acteurs publics, associations, personnes concernées par les situations de précarité, entreprises classiques ; ce qui correspond complètement à l'ADN des AID, et du développement intégré. ■



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.aid-com.be> • Syneco: <http://syneco.be>

1. Les crises des années 70 marquent le déclin des grosses industries wallonnes et les changements du marché du travail qui s'ensuit
2. Le CEFAID, le COFTEN ou Agora sont des AID toutes les trois liées aux migrations espagnole, italienne ou grecque.

Stéphanie VANKEER ♦ WSM

Restaurateur-Ecirtaruatser

L'économie sociale au Nord et au Sud, témoignages¹

Il en existe partout dans le monde, sous différents statuts, et leur particularité est de permettre à des personnes en difficulté sociale d'apprendre un métier en situation réelle de travail : ce sont les Entreprises de Formation par le Travail (EFT). De la boulangerie à l'automobile, en passant par la restauration, leur objectif est de transmettre des compétences techniques directement valorisables sur le marché du travail. Si en Belgique, ces structures disposent d'aides de l'État (d'environ 60%) pour subsister, ailleurs, comme au Guatemala, le financement est un défi : elles ne disposent que de financements extérieurs privés, comme celui de WSM. Nous vous présentons deux initiatives qui, demain, seront amenées à créer un partenariat pour se renforcer l'une l'autre.

À Bastogne : une ancienne gare transformée en restaurant-formation

Ce matin, dans la cuisine de l'AID *Habilux*, petit restaurant-formation aménagé dans l'ancienne gare de Bastogne, les stagiaires s'activent. Diego, Junior, Laurence, David et Mohammed se répartissent le travail pour la préparation du plat du jour et la gestion des livraisons. Sous l'œil attentif de leur formateur, Marius et Christelle réalisent la mise en place des tables qui accueilleront la quinzaine de client.e.s. C'est un endroit agréable, où l'on mange bien et sainement pour un prix raisonnable.

Ce restaurant, membre du réseau AID, a la particularité d'exister en tant qu'outil pédagogique dans un programme d'insertion socio-professionnelle d'adultes peu qualifiés. Son objectif principal est de former des stagiaires dans des conditions de travail similaires à un restaurant professionnel classique. Bien que subventionné, le projet *Habilux* vit des services qu'il fournit aux client.e.s : restaurant, cantine d'école, services traiteur, etc. La responsable des lieux, Anne Mernier, est passionnée par son travail. Dans le cadre d'un séminaire sur l'économie sociale organisé par WSM, elle s'est rendue au Guatemala en 2019, où elle a fait la rencontre du *Mojoca* et de ses projets d'économie solidaire.

Au Guatemala, des saveurs belgo-italiennes au MojoCafé

Au Guatemala, la pauvreté croissante pousse des millions d'indigènes et de paysan.ne.s métis à chercher refuge dans les villes, en particulier dans la capitale. Le nombre de jeunes des rues y a considérablement augmenté ces dernières années. Le *Mojoca* va à leur rencontre, leur donne le goût à une vie sans drogues, faite d'amitié et de solidarité. C'est dans ce décor,

et avec l'objectif de leur donner les moyens de s'insérer dans la vie active et la société, qu'en 2015, le *Mojoca* a lancé un programme de formation d'apprenti.e.s et de création d'emplois. Une pizzeria *Sabores del mundo* est alors ouverte et, dans la foulée, le *Mojocafé*, une cafétéria aménagée dans le bâtiment central, avec un accès au public du quartier, ouvre ses portes. Environ trente-cinq apprenti.e.s participent aux différents ateliers chaque année : à côté des techniques de cuisson et de préparation des repas, il.elle.s sont familiarisé.e.s à la planification, l'élaboration des budgets, les achats, les bilans, la gestion des stocks, sans oublier l'importance donnée à la qualité alimentaire. Aussi, l'hygiène et des conseils nutritionnels sont au cœur des formations proposées. Grâce aux rentrées réalisées via ces micro-entreprises, le *Mojoca* crée lui-même des emplois, assure des salaires et tente de dégager des bénéfices. C'est en offrant ce qu'il.elle.s produisent à un plus large public et en diversifiant la gamme proposée qu'il.elle.s espèrent parvenir petit à petit à l'auto-financement. ■

1. Cet article a été précédemment publié dans *WSM Mag*, n°3, octobre 2020 (en ligne) www.wsm.be/actu/wsm-mag-3-focus-sur-2019-le-droit-a-l'alimentation.html

NOUVEAU

Février 2022

PROGRAMME :

Certificat inter hautes écoles en économie sociale et solidaire

Module 1 : Fondements de l'Économie Sociale (2 jours)
Introduction au concept de l'ESS, ses valeurs, son histoire, son cadre institutionnel et juridique ainsi que ses critères et ses concepts.

Module 2 : Management de l'Économie Sociale (6 jours)
L'entrepreneuriat social ; Le management de projet ; GRH et gestion participative ; L'insertion socio-professionnelle ; Le développement durable ; Les marchés publics

Module 3 : Théorie appliquée : suivi de projets (4 jours)
Identification des projets individuels ; Étude de cas ; Visites d'entreprises et rencontres avec des acteurs de l'économie sociale dont les Agences conseils ; Accompagnement des projets et du travail certificatif

INFOS PRATIQUES :

Certificat Inter Hautes Écoles (10 Crédits)

Public : toute personne souhaitant entreprendre un projet en économie sociale et solidaire (entrepreneurs sociaux, professionnels de l'économie sociale ou de l'économie traditionnelle, fonctionnaires et décideurs politiques, jeunes diplômés).

Calendrier : les vendredis de 9h00 à 16h00 ; début de la formation : 4 février 2022

Lieu : Université Ouverte Avenue Général Michel 1b 6000 Charleroi

Conditions d'inscription : Diplôme de bachelier ou VAE

Inscription : <https://cerso.helha.be>

Infos : Université Ouverte
Sophie Schiettecatte 071/20.27.48
Mail : schiettecatte.sophie@uo-fwb.be
www.uo-fwb.be

Soizic DUBOT ♦ Vie Féminine

Vie Féminine, un siècle de passeuses

En 2021, Vie Féminine a fêté ses 100 ans. Bien du chemin a été parcouru depuis la naissance du mouvement au début du XX^e siècle, avec toujours une préoccupation centrale : agir pour et par les femmes, en s'appuyant sur ce qu'elles vivent et ce qui les anime.

Au coeur de notre mouvement et de cet anniversaire

Dès nos premières réflexions préparatoires pour cet anniversaire, il y a plus de deux ans et demi, la notion de « passeuses » s'est imposée. Que serait, pour un mouvement d'éducation permanente, un siècle d'histoire sans les femmes qui le composent ? Ces femmes qui se rencontrent, se parlent, réfléchissent, font ensemble, s'enrichissent les unes les autres, se solidarisent et se transmettent tant de savoirs pour atteindre les changements de société qui leur garantiront leurs pleins droits et l'égalité.

« *L'histoire du Mouvement a été marquée, depuis sa fondation, par la volonté des femmes d'agir avec les femmes pour qu'elles puissent prendre leur destinée en main, et susciter des évolutions individuelles et collectives fondées sur leur émancipation, leur autonomie et leur liberté* ». Cette phrase, puisée dans nos archives, pointe le rôle central joué par toutes ces femmes, un rôle qui se poursuit aujourd'hui et nous porte vers l'avenir. Chacune, par sa participation, son engagement, sa présence, a contribué et contribue encore au-



jourd'hui à cette histoire collective. Des femmes qui se « passent » informations, expériences, savoir-faire collectifs... : elles forment les premières mailles des solidarités entre femmes et donnent naissance à des petits et à des grands changements pour toute la société.

C'est donc sans surprise que ce drôle de mot « passeuses », utilisé dans des moments-clefs de notre histoire, a ressurgi pour mettre en valeur les liens entre les femmes du réseau Vie Féminine. Des liens tissés d'année en année mais aussi de lieu en lieu.

Les « passeuses », un éventail de forces motrices

Cette notion de « passeuses » - volontairement déclinée au pluriel afin de rendre compte de la pluralité des manières de l'incarner - est au cœur même de notre méthode de travail qu'est l'Éducation Permanente Féministe (EPF) qui vise à :

- permettre aux femmes de prendre conscience que les problèmes vécus trouvent leurs origines dans les conditions économiques, politiques et sociales ;
- donner des outils pour développer une autonomie dans les différentes sphères de la vie et reprendre du pouvoir sur leur existence ;
- permettre le changement collectif et radical vers une société égalitaire, solidaire et juste.

Cette méthode fait la part belle au partage de vécus, aux réflexions et analyses à plusieurs voix, aux interactions et au renforcement mutuel, à la construction de paroles communes et d'actions collectives, ainsi qu'aux conditions nécessaires à de telles constructions... ; ce

qui n'est possible que par la participation de toutes les passeuses qui rejoignent notre mouvement, pour un temps plus ou moins long.

Si, *a priori*, ce mot « passeuses » peut suggérer une réception plutôt passive et unilatérale, derrière lui se loge tout un éventail de forces motrices et de puissances actrices. La réciprocité va de soi dans le mot « passeuses » mis à notre sauce. Mieux : il l'exige. Nous nous rendons passeuses les unes les autres, grâce à la force du collectif et à nos pratiques d'EPF. On ne peut pas être passeuse toute seule. Être passeuse, c'est prendre part à quelque chose de plus grand que soi, avec les autres ! Au-delà du « donné » et du « reçu », il y a cette participation que l'on appelle de tous nos vœux chez Vie Féminine, et qui ne compte pas, justement, le mérite, les responsabilités prises, ou encore la régularité des présences. Être là, c'est déjà participer. Et une fois là, les conditions de l'EPF permettent aux femmes de se faire passeuses.

Il y a quelques années, le chantier « *Participation démocratique* » a été entamé avec une réflexion sur notre organisation et sur nos processus de participation et décision : la façon dont les femmes se mobilisent et s'engagent a évolué et nous oblige à réfléchir à une organisation la plus proche possible de leurs réalités et aspirations d'aujourd'hui, afin de garantir un travail de proximité en adéquation avec la vie des femmes dans leur diversité et de permettre à chacune d'incarner à son tour ce rôle de passeuse ! Ce vaste chantier devrait déboucher sur un Congrès en 2023. Notre anniversaire, qui est venu s'inscrire aussi dans ce calendrier, nous a permis de rendre hommage à toutes ces passeuses, celles d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Rendre un hommage vivant

Nous n'avons pas voulu d'un hommage froid et institutionnel même si élogieux.



Nous voulions un hommage vivant et vibrant, à l'image de notre mouvement, mettant en avant les paroles de ces passeuses, invitant chacune à se reconnaître dans ce rôle multiforme, à le questionner aussi, ainsi qu'à se renforcer comme femme relais pouvant compter sur un réseau de soutien.

Cette voie avait déjà été explorée lors de notre *Caravelle des Droits des Femmes*, un projet itinérant qui a sillonné la Wallonie et Bruxelles en 2013-2014 porté par des « passeuses de droits », des femmes qui se faisaient « relais » par rapport aux droits des femmes et à la légitimité de les réclamer. Ici, nous avons voulu élargir cette notion de « passeuses » pour en refléter un maximum de facettes. Notre anniversaire a été construit autour des questions suivantes :

- Comment les femmes qui ont fait et font Vie Féminine sont-elles des passeuses auprès d'autres femmes ?
- À travers quelles actions, implications ? À travers quelles tensions ? Comment leur participation change la société ?
- Comment, en tant que mouvement, soutenir et renforcer cette participation ?



Reportage &

100 ans dans un contexte bousculé et bousculant

Initialement, nous avions prévu un long processus participatif, démarrant en mai 2020 et articulant plusieurs temps forts afin de récolter et construire la matière pour un grand rassemblement en juillet 2021. Évidemment, nous avons dû revoir nos plans et les réajuster en permanence pour tenir compte des impératifs externes (rien de moins qu'une crise sanitaire et sociale sans précédent entraînant l'arrêt prolongé de toutes les activités collectives, puis les limitant fortement) mais aussi internes car la priorité s'était transformée : comment penser notre travail et notre action dans ce contexte ? Comment maintenir les liens avec un réseau fragilisé ? Comment transformer l'insécurité en dynamique positive ?... De beaux défis auxquels nous devons faire face !

Dans cette crise, à la fois révélatrice et accélératrice des inégalités, notre mouvement s'est réinventé et est resté plus que jamais mobilisé : en maintenant les liens sociaux malmenés, en organisant tant bien que mal des espaces de paroles renforçants, en proposant des permanences sociales et juridiques, en offrant des possibilités d'accueil pour les enfants, en portant les voix des femmes dans les sphères publiques et politiques, en se battant pour faire avancer leurs droits à tous les niveaux...

Afin de ne pas perdre les traces de cette mobilisation basée sur des manières souvent nouvelles d'impulser, d'adapter et d'entretenir notre travail de réseau soutenant, de décodage politique de vécus de femmes et d'infléchissement des politiques concrètes, mais afin aussi d'en extraire les apprentissages, nous avons lancé une enquête « *Mémoires et résistances féministes - Mise en lumière des stratégies du mouvement Vie Féminine en période de [dé]confinement* ». Cette dernière a confirmé que, comme c'est le cas depuis 100 ans, Vie Féminine a été aux côtés des femmes et de ce qu'elles traversaient dans la multiplicité de leurs identités.

Nous avons décidé de faire de ce lien et du maintien de cette proximité notre

manière de célébrer cet anniversaire, en gardant plus que jamais notre fil conducteur des passeuses.

Diversité et adaptabilité

L'enjeu a alors été de trouver les moyens de mettre dans le coup un maximum de femmes pour cet anniversaire ! Pour ce faire, nous avons pensé diversité et adaptabilité. Nous avons choisi d'offrir



une multitude de manières de participer, combinant des possibilités à distance et des activités déclinables en petits groupes de proximité.

Dès le départ, *Axelle magazine* avait été associé à cette commémoration, avec une rubrique mensuelle « *Cent ans d'action de Vie Féminine pour les femmes et par les femmes* », mettant en avant dix dates clefs. Pour faire résonner des paroles de passeuses au-delà des pages du magazine, très vite est née l'idée de produire une série de podcasts éclairant des thématiques féministes d'aujourd'hui par les luttes historiques des femmes de notre mouvement et d'autres collectifs et militantes belges, bref, par des luttes de passeuses. Sobrement intitulée « *Passeuses* », cette série de cinq podcasts¹ fait connaître l'histoire des combats de femmes encore actuels, tout en donnant des clés pour décrypter les enjeux des droits des femmes en 2021. Le format podcast nous semblait idéal pour créer des liens en période de distanciation, grâce à l'intimité d'écoutes individuelles mais aussi comme potentiel support d'écoutes collectives.

Pour jouer également sur cette double dimension individuelle/collective, nous avons proposé aux femmes de notre réseau le projet créatif « *Pas 100 nous* ». Nous les avons invitées à marquer leurs

présence et importance au cœur de notre mouvement en créant des silhouettes, customisées à l'aide de techniques créatives, symbolisant ce que Vie Féminine serait à leurs yeux si ce mouvement était une couleur, un paysage, un cri... Ces créations pouvaient se faire soit en petit comité, soit individuellement chez soi. Le but était de construire une chaîne de passeuses pour composer un tableau contrasté de ce qu'est et de ce qu'apporte Vie Féminine. Ce projet a permis de mettre en lien des femmes de notre réseau, de créer en partant de chacune d'elles des échanges révélateurs d'émotions, d'aspirations, d'expressions, sans



passer forcément par la mise en mots, même si ce projet a aussi inspiré de magnifiques ateliers d'écriture, comme à Fleurus.

Dès que cela a été possible, nous avons réfléchi à une journée rassembleuse pour rendre compte des dynamiques en cours et faire la part belle aux passeuses. Elle a pris la forme d'une émission spéciale « *Elles étaient une fois* » diffusée en direct via internet mais aussi dans une douzaine de lieux de projection collectifs dans nos différentes régionales, afin de contrer les limites du numérique et de permettre à un maximum de femmes d'y assister. Elles ont été plus de 300 à y prendre part. Un de ses moments forts a été la prise de parole de passeuses qui ont fait leurs messages d'autres passeuses et les ont adressés à toutes, en créant là encore une chaîne de passeuses.

Nous avons également misé sur l'extérieur pour contourner les restrictions sanitaires. Entre juin et octobre, nous avons lancé le défi « *100 km pour 100 ans* ». Ce dernier consistait à réaliser des marches de passeuses, revendicatives et

Mille et une manières d'être des passeuses : contributions de l'atelier d'écriture « *Les Mots d'Elles* » de Fleurus

Passeuses d'histoire, de lutte, de paroles, de droits, de pratiques, de vécus...

Passeuses d'un but commun qui reflète de véritables valeurs, d'une chaleur humaine qui se partage sans compter, d'une générosité dans les mots et dans les gestes, d'un dynamisme qui met le pied à l'étrier pour avancer.

Passeuses d'une lumière qui éclaire et rassure, d'un travail d'équipe où chacune trouve sa place, d'une passion qui offre son savoir, de partages en favorisant échanges, transmissions et plaisirs.

Passeuses de liens en les créant, les multipliant, les améliorant, les sauvegardant à tout prix. Passeuses d'une unité chargée d'ondes et de pensées positives, passeuses d'une justice espérée pour tou-te-s...

Et encore tant de manières d'être des passeuses !

joyeuses, qui, assemblées, n'en feraient qu'une. Nous nous sommes ainsi mises ensemble en mouvement. La symbolique était forte tout en permettant d'aller au plus proche des femmes. Le but était, en additionnant les distances parcourues,



d'atteindre 100 km pour représenter les 100 années passées, et – nous l'espérons – de dépasser largement ce chiffre pour engranger de nombreux kilomètres d'énergie pour le futur ! Le défi a été relevé haut la main : plus de 360 km ont été parcourus et plus de 80 marches organisées. Parmi tous les messages, ceux relatifs à l'importance des solidarités et des droits ont été mis en avant : droit à l'espace public, de vivre dans une société sans violences, de prendre du temps pour soi, aux études de son choix, à un emploi choisi et de qualité, à être mère ou pas, à s'habiller comme on veut, d'accéder à la culture, d'être prises en compte dans l'Histoire, d'être soutenues pour une société plus égalitaire et juste... Autant d'enjeux pour les femmes que Vie Féminine continuera de faire avancer !

Et ou final ?

Au final, cette année anniversaire a été foisonnante². Bien d'autres initiatives y sont nées : animations-quizz, collectes de témoignages de passeuses par courrier postal ou téléphone, réalisation d'interviews alimentant un film, une exposition... Nous avons fait preuve d'inventivité et varié les portes d'entrée pour amener cet anniversaire aux femmes de notre réseau et les inviter



au cœur de cet anniversaire, bref, pour en faire un anniversaire de passeuses ! L'année se terminera avec l'arrivée d'un ouvrage historique « *Vie Féminine : 100 ans de mobilisation féminine* » réalisé avec le CARHOP. Gageons qu'il inspirera de nouvelles rencontres de passeuses et nous permettra de prolonger les festivités ! ●

1. Les podcasts sont disponibles en ligne sur www.axellemag.be/serie/les-passeuses/
2. Pour suivre l'actualité des 100 ans : www.viefeminine.be/100-ans-89

Ettaoufik FATHI ♦ Directeur financier et responsable des projets Europe du MOC et services

Changer la vie des femmes en développant la compétence globale

Au XXI^e siècle, les citoyens vivent dans un environnement interconnecté, diversifié et en constante évolution. Si la mondialisation a apporté son lot de confort, elle a aussi contribué à creuser davantage les inégalités et a renforcé les fractures. Elle nous engage constamment à travailler, apprendre, interagir et partager notre vie quotidienne avec des personnes d'origines et de cultures diverses. Il est ainsi essentiel de développer notre compréhension des croyances, des coutumes, des langues, des valeurs et des visions différentes de la nôtre. Elle nous pousse aussi à nous décentrer davantage et à sortir du confort égocentré nourri par le sentiment de supériorité et d'autosuffisance.

La transformation globale fait désormais partie de nos vies. Les forces économiques, numériques, culturelles et environnementales émergentes dans le monde ainsi que les maladies (comme la Covid-19) façonnent incontestablement nos existences, nos échanges sociaux et interculturels. Cette transformation accentue les anciennes fractures et vulnérabilités : sanitaires, économiques, sociales et professionnelles. Pour faire face à cet environnement complexe, il est important de promouvoir la « compétence globale » et de doter les individus et les groupes du savoir-faire et des outils nécessaires pour l'utiliser efficacement.

Vulnérabilité... au Féminin !

Les mécanismes de production des vulnérabilités sont quasi les mêmes pour tous et toutes, partout dans le monde. Les évolutions techniques et technologiques ont contribué à les renforcer (fracture numérique, isolement, « ghos-

ting », précarisation...) même si ces évolutions sont aussi porteuses d'un énorme potentiel d'émancipation. Les mécanismes de production des ruptures sont « universels » et opèrent de la même façon à travers trois composantes : les ressources disponibles en termes de capacités à agir, les fragilités individuelles et un environnement marqué par la précarisation de masse et le recul des protections. Au cœur de ce processus, certaines catégories et groupes sociaux sont davantage touchés par un mécanisme d'accumulation de vulnérabilités : genre, origine ethnique, classe sociale... Les femmes sont dans cette situation. La vulnérabilité réelle des femmes les expose à un risque accru de pauvreté, d'exclusion sociale et d'isolement

avec tout ce que ceci amène en termes de souffrances et d'injustices.

Construire des stratégies de résilience exige de développer des alliances pour assurer la protection des personnes vulnérables, condition préalable pour nous protéger de notre vulnérabilité collective. Ces alliances ne peuvent se construire qu'avec et aux côtés de ces personnes.

Selon Oxfam¹, les cinq raisons pour lesquelles les femmes sont plus durement touchées par la Covid-19 (ces mêmes raisons peuvent être transférées à tous les domaines de leur vie partout dans le monde !) :

1. Des moyens de subsistance précaires, une situation liée souvent à l'assimilation d'un rôle social prédéfini ;
2. L'exclusion de l'accès à l'éducation et aux soins de santé de qualité ;
3. Souvent elles assument les responsabilités de soin, et généralement sont

actives dans des secteurs d'activités « moins valorisés » ;

4. Elles sont les premières à souffrir de la faim, à subir les effets de l'insécurité alimentaire et des perturbations causées par les crises parce qu'elles sont souvent dans une relation de « dépendance » économique et sociale ;

5. Une vague de violences fondées sur le genre : être femme, c'est subir de la violence physique et symbolique.

De plus, la vulnérabilité des femmes mine leurs droits.

Compétence globale : Voir-Juger-Agir

Dans notre monde globalisé, développer sa capacité à devenir un.e citoyen.n.e compétent.e à l'échelle locale mais aussi et surtout à l'échelle mondiale est primordial. C'est un véritable enjeu pour un mouvement social émancipateur comme le MOC.

Selon l'OCDE, la compétence globale est « un concept multidimensionnel qui requiert une combinaison de connaissances, d'attitudes et de valeurs appliquées avec succès aux questions mondiales ou aux situations interculturelles. Les problèmes mondiaux sont ceux qui affectent tous les peuples et ont des implications profondes pour les générations actuelles et futures. Les situations interculturelles font référence à des rencontres en face à face, virtuelles ou médiatisées avec des personnes perçues comme étant d'un milieu culturel différent ». La compétence globale peut être définie comme la capacité et la disposition à comprendre et à agir sur des questions d'importance globale. Le mot « global » fait référence non seulement à différents endroits de la planète, mais aussi à la grande variété de personnes, de cultures, d'idées, de problèmes et d'opportunités interconnectés



qui constituent l'expérience humaine d'aujourd'hui.

Un parallèle entre la compétence globale et l'approche « Voir-Juger-Agir » (V-J-A) montre des similitudes et des points d'intersection forts. La compétence globale vise quatre champs principaux qui se recoupent avec les trois étapes de l'approche V-J-A :

1. Enquêter sur le monde pour le découvrir (Voir) ;
2. Reconnaître les perspectives (Voir & Juger) ;
3. Communiquer des idées (Juger & Agir) ;
4. Passer à l'action (Agir).

Ces approches renforcent les compétences suivantes :

- La pensée critique et la résolution de problèmes ;
- Apprendre à apprendre / la conscience de soi et l'apprentissage autonome ;
- La collaboration et le travail en équipe (l'action collective) ;
- La communication ;
- La citoyenneté mondiale et la durabilité.

Cependant, les inégalités freinent cet apprentissage. C'est pourquoi, il est nécessaire d'imaginer des projets d'inclusion sociale capables de prodiguer du soutien aux vulnérables, en l'occurrence

aux femmes. C'est dans cette perspective que le projet *BOOST – Global competence for advancing social inclusion and career path of vulnerable women* a été lancé fin 2020. Son ambition est de développer la compétence globale en brisant le mur des inégalités pour offrir aux femmes l'opportunité de développer leur potentiel au quotidien. Implémenter la compétence globale consiste principalement à les aider à établir des liens entre les problèmes locaux au sein d'une communauté et les problèmes mondiaux plus larges. La compétence globale peut contribuer à :

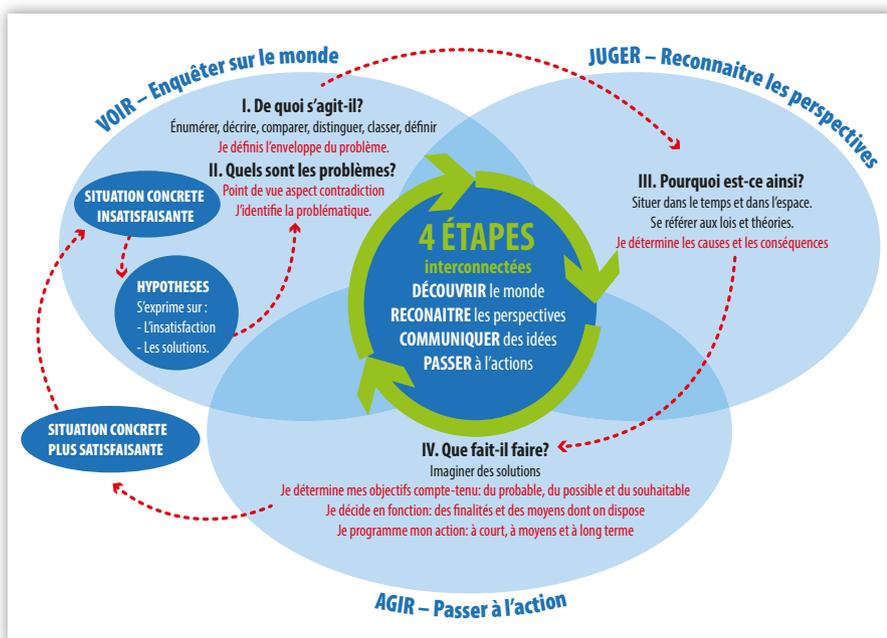
- développer une conscience culturelle et des interactions respectueuses dans des sociétés de plus en plus diversifiées ;
- reconnaître et remettre en question les préjugés culturels et les stéréotypes, et faciliter une vie harmonieuse dans les communautés multiculturelles ;
- se préparer au monde du travail, qui exige de plus en plus des femmes qu'elles communiquent efficacement, soient ouvertes aux personnes d'origines culturelles différentes et qui puissent tisser des liens de confiance dans des équipes diverses et faire preuve de respect envers les autres.

Le projet Erasmus+ BOOST vise à autonomiser les femmes en les encourageant à développer leur potentiel, grâce à un programme de formation adapté. BOOST propose des contenus de formation sur mesure destinés aux femmes à travers le portail de cours en ligne MOOC, ouvert à tous et toutes. L'objectif est de promouvoir une approche inclusive de la compétence globale avec des outils de coaching sur mesure pour les professionnel.le.s, notamment les formateur.rice.s, les conseiller.ère.s et les médiateur.rice.s sociaux et culturel.le.s. Toutes les ressources et les outils créés seront disponibles gratuitement mais aussi partagés et diffusés dans toute l'Europe au printemps 2022.

BOOST, un projet européen de collaboration

Les huit partenaires européens du projet² considèrent que les femmes sont plus exposées aux vulnérabilités que les hommes. Si elles sont souvent classées dans la catégorie des «groupes vulnérables», l'accent est systématiquement mis sur la vulnérabilité personnelle. Cependant, elles ne sont pas intrinsèquement vulnérables. La société les place dans des situations qui génèrent leur vulnérabilité à de multiples niveaux. Dans ce projet, une attention spéciale est accordée aux origines migratoires des femmes ainsi qu'aux différences culturelles qui leur confèrent souvent un statut social et des possibilités de subsistance inférieures aux autres groupes ; ce qui les place dans une position de dépendance par rapport aux hommes. Le manque d'opportunités de formation rend encore plus difficile leur accès au marché du travail et limite leur progression professionnelle.

Malgré les efforts croissants et les programmes de soutien visant à augmenter le nombre de femmes migrantes dans l'éducation et au travail, de récentes publications de la CE et l'OCDE³ soulignent clairement le manque de politiques, de plans d'action et de stratégies mettant l'accent sur les femmes migrantes et les questions de genre. C'est pourquoi BOOST se concentre stratégi-



quement sur ces femmes, actuellement vulnérables en raison de leur origine immigrée et de leurs différences culturelles. Le programme vise également les professionnel.le.s qui travaillent dans ce domaine. Les deux groupes cibles participeront d'abord à des sessions de MOOC pour développer la compétence globale. Puis, les femmes appliqueront la compétence globale par le biais de WebQuests. BOOST équipera également les professionnel.le.s d'outils de coaching sur mesure afin de mieux aider ces femmes à promouvoir leur inclusion sociale et leur carrière pour mieux faire face à tous les défis. ●

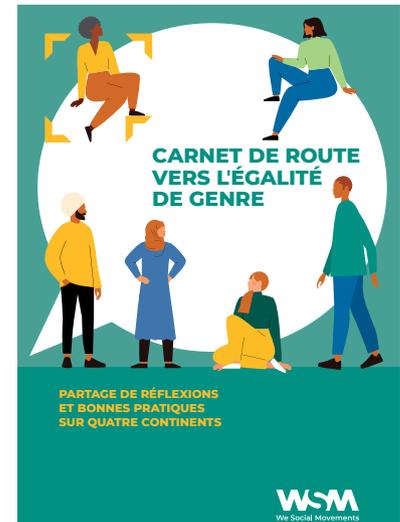
Informations et intéressé.e par le projet : <https://www.facebook.com/boost.erasmus>

1. *Cinq raisons pour lesquelles les femmes sont plus durement touchées par la Covid-19*, Oxfam (en ligne) www.oxfam.org/fr/5-raisons-pour-lesquelles-les-femmes-sont-plus-durement-touchees-par-la-covid-19
2. Les partenaires proviennent d'Espagne, de Belgique, du Portugal, de Turquie, de Pologne, d'Irlande, de Grèce et d'Italie.
3. *Integration of migrant women: A key challenge with limited policy resources*, EWSI 2018. *How to strengthen the integration of migrant women*, OCDE, 2020.

Carnet de route pour l'égalité de genre

Malgré sa reconnaissance depuis 1975 par les Nations Unies et son caractère essentiel pour garantir le caractère durable et inclusif du développement, l'égalité de genre en tant qu'égalité des droits et égalité des chances entre hommes et femmes n'est toujours pas appliquée dans toutes les sphères de la vie.

En mars dernier, l'ONG WSM a publié un *Carnet de route pour l'égalité de genre* qui partage les réflexions et bonnes pratiques sur les quatre continents pour atteindre l'égalité de genre. Mélangeant théorie et pratique, ce carnet a pour objectif d'inciter les organisations à s'engager concrètement pour plus d'égalité de genre, mais aussi d'aborder de façon pratique cette question à différents niveaux : au niveau des organisations, mais aussi à celui des réseaux. Proposer un outil pratique (traduit en quatre langues : français, néerlandais, anglais et espagnol) qui vulgarise cette thématique, tout en proposant une grille d'analyse et en mettant en avant des témoignages inspirants et une série de bonnes pratiques du réseau des partenaires de WSM était essentiel. À



la fois outil de sensibilisation et de capitalisation d'expériences, ce *Carnet de route* présente aussi de manière très accessible la vision et la stratégie de WSM pour atteindre l'égalité de genre. ●



Publication accessible en PDF : www.wsm.be/files/files/publicaties/fr/WSM_maquette_A4_FR_BAT_web.pdf

Formation politique des animateurs-trices en inter-mouvement dans le cadre du MOC

Rassemblement des nouveaux animateur·trice·s professionnel·le·s de toutes les organisations du MOC pour un programme de **6 journées**

19 et 20 septembre

Séminaire **résidentiel** de démarrage avec logement à La Marlagne

17 et 18 octobre
28 et 29 novembre

au MOC de Namur, rue des Tanneries de 9h15 à 16h45 pas de logement prévu, sandwich offert le midi

INFOS TÉL. : 02/246.38.47 - FAX : 02/246.38.25 • **INSCRIPTION** à renvoyer à Francine Baillet pour le 10 mars 2022



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles Service de l'Éducation

Manon VOYEUX, Vie féminine Namur ♦ Carine SOIR, Loisirs & Vacances Namur

Invisibles, les femmes dans le patrimoine ?

Des femmes dans l'Histoire du quartier de l'Ilon

Généralement, les femmes sont peu présentes dans l'espace public mais le quartier populaire de l'Ilon, où est implanté le MOC Namur, est une zone privilégiée ! En effet, pas moins de trois femmes remarquables ont imprimé historiquement et socialement les rues et bâtiments alentour : Isabelle Brunelle, Julie Billiard et Louise Colen. Et ce ne sont pas les seules ! Pourtant, au cœur de ce quartier, les femmes que l'Histoire a retenues sont, depuis des siècles, celles qui ont fait « œuvre de charité ». Davantage reconnues pour leur dévouement, elles ont pourtant été nombreuses à contribuer à la construction et à l'essor de la ville, à embrasser des carrières (politiques, entrepreneuriales, syndicales) et des rôles en rupture avec la place qui leur était habituellement dévolue (au sein du foyer, dans l'attention et le soin aux autres). Grâce à une exposition qui retrace les temps forts de la percée et de l'inscription des femmes dans l'espace public, à la conquête de leurs droits et de leur indépendance, mais également par le biais d'un parcours guidé dans les rues du quartier de l'Ilon, il s'agit de révéler, en creux, ce qu'on ne peut voir d'un simple regard, de mettre en lumière, derrière les pierres et les édifices, au détour d'une rue, la part des femmes, ces lieux où elles n'étaient pas attendues, ce qu'elles ont fait de leur temps et que l'Histoire n'a pas toujours choisi de mettre en avant... L'édition 2021 des *Journées du Patrimoine* consacrée aux femmes était l'occasion de montrer qu'il y avait aussi un Matrimoine qui compte.

L'exposition et le circuit guidé proposés pendant les *Journées du Patrimoine* sont le fruit de la collaboration et du travail mené en éducation permanente par Loisirs & Vacances (asbl active dans

le secteur du tourisme et de l'économie sociale) et la régionale namuroise de Vie Féminine (VF), toutes deux situées au cœur du Quartier de l'Ilon, dans la *Maison du travail*. Ce bâtiment abrita le Secrétariat des Unions Professionnelles de la Province de Namur à partir de 1910 et en 1914, la première section du Syndicat de l'Aiguille, à l'initiative de Louise Colen, alors jeune institutrice, et de Betsy Castreman, cheffe d'atelier. C'est en 1921 qu'est créée la Fédération des Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes de Namur (les LOFC) qui deviendra en 1969 VF. La place L'Ilon abrite le siège régional de VF sans discontinuer depuis...plus de 100 ans. C'est à partir de ce lieu et du travail de ces deux associations que le projet a commencé.

Les richesses patrimoniales du quartier populaire de l'Ilon, situé en dehors des circuits touristiques traditionnels namurois, ont été à plusieurs reprises inscrites par Loisirs & Vacances à l'agenda de précédentes éditions des *Journées du Patrimoine*. La mise en valeur du quartier à travers la réalisation de circuits guidés et la création d'une exposition permanente fait partie des missions de l'asbl, qui forme aussi des stagiaires au métier du guidage.

De son côté, VF Namur avait déjà mis en lumière les femmes du quartier en proposant plusieurs parcours guidés. Que ce soit dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars par exemple, mais également pour célébrer les 20 ans des actions d'un « *Espace Femmes* » dans ses locaux. Chaque circuit a été conçu dans une véritable dynamique d'éducation permanente. À partir des femmes, de leur collecte d'informations et de données, de leurs recherches et du partage des savoirs sur l'histoire du

quartier, elles ont co-construit et animé ces parcours. Chacune ayant un rôle à jouer, renforcée dans ses compétences, ses expériences, et dans la découverte de nouveaux savoirs et de savoir-faire, avec toujours la volonté de faire bouger les lignes (des représentations), de choisir et de décider ensemble des orientations et de la manière de valoriser l'action menée, de sortir de nos murs pour rendre visible le travail des femmes et de celles qui les ont précédées.

Les femmes de VF au cœur du processus

C'est sur base de ce travail préalable piloté par les participantes de VF Namur et de l'expérience de Loisirs & Vacances, que VF a proposé un circuit guidé et une exposition dans le cadre des Journées « *Femmes et Patrimoine* ». Bien plus qu'un travail de reprise des circuits réalisés précédemment, il était question, avec les femmes qui rejoignaient le projet pour cette édition, de leur permettre de prendre part à cette entreprise à différents niveaux. S'emparer des outils de la recherche pour construire le parcours et l'exposition, consulter les archives et les personnes de références, sélectionner les informations historiques, ce qui a permis de découvrir d'autres figures féminines politiques, artistiques et sociétales qui ont laissé leurs empreintes à Namur : ce qu'on ne voit pas habituellement, ce que les guides ne disent pas (ou disent trop souvent) à propos des femmes, de leur rôle dans l'Histoire du quartier et, en miroir, ce que cela dit de leur place aujourd'hui... ce qui change ou pas, ce qui pose question.

Nos objectifs d'éducation permanente rencontrent les parcours de ces femmes, qui constituent des jalons, des piliers sur lesquels nous pouvons fixer l'intérêt et la motivation d'autres femmes.

Les participantes ont ensuite été formées au guidage par Carine Soir, formatrice à Loisirs & Vacances, afin de s'approprier les techniques du guidage (préparation de la visite et des commentaires, accueil et accompagnement du public, informations sur le patrimoine architectural). Le circuit a été plusieurs fois testé,

animé à tour de rôle par les participantes, afin que chacune puisse se familiariser avec le contenu et la manière de le communiquer, de retravailler la matière au besoin, l'ordre des étapes du circuit, et de trouver la façon de transmettre l'information qui lui corresponde.

Une expo et un circuit guidé

Ce travail d'analyse et de synthèse des groupes VF a été mis en évidence esthétiquement dans des panneaux d'exposition. En outre, une brochure informative et ludique permet aussi d'effectuer le circuit de manière autonome.

L'exposition et le circuit guidé sont donc la part visible d'un processus - qui ne se voit pas toujours - impliquant la participation des femmes dans une dynamique de co-construction. Il s'agit d'un ouvrage collectif pensé, imaginé, élaboré et animé par les femmes qui, sans être des spécialistes ou des historiennes, s'engagent dans la mise en valeur du patrimoine et du quartier...au féminin.

L'exposition s'est articulée autour de neuf thématiques reliées à des femmes : Isabelle Brunell et l'action caritative ; Les entrepreneuses mais femmes invisibles ; Religieuses et... enseignantes ! ; Femmes artistes : Évelyne, Florence et Suzanne ... et les autres ; Vie féminine. Femmes et action sociale ; Destins hors mariage : Marie-Martine Bourtonbourg ; Femmes et folklore ; Rues et monuments aux noms féminins « Celles dont on ne connaît que le nom » ; Femmes de combats : Dieudonnée Morel et les Sœurs Dupont.

Le circuit a été proposé au public les 11 et 12 septembre 2021 (quatre départs programmés chaque jour) et a réuni pas moins de nonante personnes. En plus du circuit, les visiteur.euse.s ont pu apprécier les panneaux d'exposition qui complétaient les informations délivrées lors du parcours guidé.

Le point de départ de la visite était la *Maison du Travail*. Un bond dans l'histoire à la rencontre de Louise Colen, Betsy Castreman, mais aussi, au détour des rues qui environnent la place l'Illon, une découverte des œuvres des artistes féminines formées à l'Académie des Beaux-Arts de Namur comme Évelyne

Axell, Yvonne Gérard (vitraux de l'Église Notre-Dame D'Harscamp) ou encore Suzanne Godard (sculptures de D'Joseph et Françwès). Sans oublier les femmes qui ont tenu un rôle politique ou ont été à la tête d'une industrie au XVIII^e siècle (Catherine Donna comme Bourgmestre et Marguerite Pétiaux à la tête de la cristallerie Zoude pendant l'internement de son mari). Namur est également une ville où les congrégations religieuses étaient nombreuses et dont certaines, comme la communauté des Sœurs de Notre-Dame, ont œuvré pour l'enseignement gratuit des jeunes filles pauvres.

Les femmes « célèbres » invitent à une promenade au fil de leurs œuvres, de leurs noms... Nous suivons leurs traces dans les rues Julie Billiard, le boulevard Isabelle Brunelle, les rues du Lombard, Saint-Nicolas, des Tanneries... à la découverte de leur histoire, de leurs activités économiques, de leur diversité sociale et de leur patrimoine architectural riche et méconnu.

Lors des *Journées du Patrimoine*, les animatrices ont conté l'histoire de ces « femmes célèbres » du quartier, leur vie, leurs exploits ; elles ont narré des anecdotes piquantes et, au passage, attiré l'attention sur des bijoux architecturaux.

Témoignages de deux participantes :

« Les personnes étaient assez réceptives dans les deux groupes, enthousiastes au niveau du quartier. Mieux connaître l'Histoire et celle des femmes si peu connues, exemple pour le « jardin de pierre » [une sculpture] qui manque d'entretien et de plaque descriptive. » (Jemimah)

« Chouette expérience qui fait apprendre des choses. Le circuit mériterait d'être édité sous forme de brochure A5 illustrée, ou de pdf téléchargeable. Avec en plus les explications de l'exposition qui était très bien placée en fin de circuit et claire même pour qui n'est pas branché sur l'histoire et les dates. » (Christine).

D'autres projets à venir

Cette expérience de collaboration nous a donné envie de poursuivre ce travail de prospection et de mise en lumière des

femmes dans l'espace public dans d'autres localités de la province. D'autres groupes VF pourraient effectuer des recherches approfondies afin de débusquer les identités et les talents féminins souvent, hélas, cachés et oubliés par notre société encore très marquée par des réflexes patriarcaux !

Si vous n'avez pas eu l'occasion de découvrir l'exposition et le circuit guidé pendant les *Journées du Patrimoine*, ils seront à nouveau programmés. ●

Contact et infos :

– Loisirs & Vacances Tél. : 081/83.05.01
Mail : lynamur@lilon.be
www.loisirsetvacances.be
– Vie Féminine Namur Tél. : 081/22.68.74
Mail : namur@viefeminine.be
www.viefeminine.be

Liste des mémoires BAGIC défendus le 20 octobre 2021.

BAGIC Interrégional 17-19

- Sarah CERRI, *Ils sont fous ces bénévoles. Les bénévoles du Théâtre Le Moderne, volontaires depuis quarante ans.*
- Véronique DEMARET, HEPP «Huy Espace Public Partagé». *Une expérience de réappropriation collective et politique de l'espace.*

BAGIC Interrégional 18-20

- Lysie CAVIER, *Création d'une M.J. et participation des jeunes : Utopie vs réalité.*
- Peggy FRANCAERT, *Expression citoyenne : qui croque le fruit, au paradis ?*
- Sarah LESSIRE, *Les archives : un secteur complexe, transversal et méconnu dans la Culture ! Comment le rendre visible en tant que matière culturelle ? L'exemple du projet Archives de Quarantaine*
- Véronique MOREL, *À la rencontre du quartier Saint-Piat à Tournai. Comment s'implanter et proposer un projet culturel dans un territoire nouveau ?*

Services de Protection et de l'Aide à la jeunesse et les femmes : une relation tendue

Depuis plusieurs mois, Vie Féminine s'est saisie de la question des relations que les femmes entretiennent avec les services de la Protection et de l'Aide à la jeunesse (SPJ/SAJ). Ou plutôt les relations que ces services entretiennent avec les femmes. En effet, Vie Féminine a été interpellée autant par des femmes du réseau que par des collectifs organisés autour de ces questions.

Les difficultés rencontrées par les femmes par rapport aux SPJ/SAJ reviennent régulièrement dans le cadre du travail mené en éducation permanente par Vie féminine, notamment concernant les violences conjugales et intrafamiliales, le non-paiement des pensions alimentaires, ou encore la précarité économique. Les questions spécifiques de la non-prise en compte des vécus particuliers des mamans (remise en cause de la parole, infantilisation, stigmatisation), la méconnaissance du mécanisme des violences faites aux femmes, voire le déni de ces violences de la part de ces institutions ont interpellé Vie Féminine.

De nombreux témoignages ont montré que ces problèmes se sont exacerbés pendant le confinement, notamment autour du placement et des conflits récurrents entre les mères et les institutions SPJ et SAJ. Dans ce contexte particulier, une rencontre a été organisée par un groupe de mamans concernées avec le Délégué aux Droits de l'Enfant, Bernard De Vos. Rencontre à laquelle Vie Féminine était associée.

C'est pourquoi il nous a semblé primordial d'entamer un travail, afin de mieux connaître la politique, le fonctionnement et les enjeux de l'aide à la jeunesse. Tout d'abord en réalisant un état des lieux de la question avec différents intervenant.e.s au fait de ces services, mais également en écoutant les paroles des femmes, désireuses d'être entendues. Le séminaire, qui s'est tenu

en distanciel, a réuni près de 50 personnes, membres d'organisations, professionnel.le.s du secteur, sans oublier les femmes, premières concernées.

L'objectif de ce travail est triple : être mieux informées, outillées, comprendre le contexte social dans lequel s'inscrit le travail des services d'aide à la jeunesse avec les familles. Enfin, il nous semble pertinent d'identifier des repères et des points d'appui pour construire un travail d'éducation permanente féministe visant à renforcer les femmes dans l'exercice de leurs droits et encourager les pratiques institutionnelles d'accueil et d'accompagnement respectueuses et non-jugeantes.

À travers ce travail, Vie féminine cherche à sensibiliser les institutions du secteur de l'aide à la jeunesse, pour qu'elles tiennent compte de la diversité des mères, de leur vécu et ce qui pèse sur elles. C'est pourquoi il est important de

promouvoir le dialogue avec les institutions. Car l'enjeu n'est rien moins que celui du droit, pour chaque personne, à la prise en compte de ses réalités de vie et les besoins qui en découlent. Des besoins qui doivent être entendus et compris par les SAJ et SPJ.

L'actualité rappelle l'urgence d'un travail institutionnel opérant, efficace et outillé. Afin d'éviter que des drames ne se (re)produisent, mais aussi parce que mères et enfants ont le droit de vivre au quotidien dans une société qui les écoute, les entend et les défend. ●



Pour en savoir plus : Véronique LAURENT, « Placements abusifs d'enfants : mères en résistance », *Axelle*, Hors-série n°235-236, Janvier-février 2021, pp.77-80 (en ligne) <https://www.axellemag.be/placements-abusifs-d-enfants/>



Pour sa 14^e édition, le Festival du film *Vivre debout* intitulé « *Fragiles ?* » se concentre autour du confinement lié au Covid-19, qui a fragilisé notre pouvoir, notre destin et nos habitudes. Ce confinement a perturbé toute la population et parmi eux, les femmes, les ainé.e.s et les migrant.e.s furent les plus touché.e.s. Car cette perte de contact, de cette chaleur du face-à-face s'est transformée en froid d'écran. C'est derrière les moniteurs et les claviers que les décisions et les réunions se forment, délaissant ainsi toute une population n'ayant aucun accès au numérique. Au-delà de cette fracture numérique, s'accom-

pagne l'isolement des personnes, des ainé.e.s ne pouvant sortir et à qui toute visite est refusée, leur dernier espoir de partir tranquille en famille se transformant en îlot solitaire. Certaines femmes se sont trouvées en première ligne face à la pandémie. L'isolement des couples a permis à certains amoureux de se retrouver tandis que d'autres faisaient augmenter les statistiques des violences intrafamiliales.

Dates : du 18 au 20 mars 2022

Lieu : Foyer culturel-Centre culturel de Perwez (Grand Place 32 -1360 Perwez)

Programme : www.vivredebout.be

Stéphane VANDEN EEDE ♦ CIEP BW et Coordination *Enragez-Vous!*

Enragez-vous ! pour réenchanter la démocratie locale

Vingt-sept semaines d'actions citoyennes en Brabant wallon

Cet automne, nous sommes à mi-parcours des mandatures communales. Ce sera l'heure d'un bilan, trois années après les élections des conseillers puis l'installation des nouvelles majorités. Une évaluation qui devra, bien entendu, tenir compte du cataclysme sanitaire qui aura impacté les déjà fragiles finances communales mais aussi repartir des attentes citoyennes, des promesses électorales et des déclarations politiques communales qui ont été exprimées en 2018. Côté Brabant wallon, quelques milliers de citoyen.ne.s ont exprimé leurs attentes. Retour sur une opération hors du commun menée dans les 27 communes de la Province !

Donner la parole au terrain

Déjà en 1994, la Coordination Éducation permanente du Brabant wallon¹ s'était investie dans les élections communales via ses animateur.ice.s et ses militant.e.s pour faire barrage à l'extrême-droite, en ascension depuis les élections fédérales de décembre 1991. Plus de vingt années plus tard, le constat qui aura présidé à la préparation des élections de 2018 sera celui de la désaffection, de la défiance, de la perte de crédibilité du personnel politique par les citoyen.ne.s. Il fallait donc repartir sur le terrain, donner la parole, lui donner corps et sens, en tenant compte de la diversité des publics, des lieux et des contextes, mais aussi en veillant à aller au plus près des personnes les plus éloignées de la « chose publique » ; par leur situation économique et sociale, leur condition de jeune ou d'ainé. Parfois à cause de leur colère. Recoller une société en miettes, rapprocher élu.e.s et citoyen.ne.s... *Enragez-vous* était né !

27 histoires locales...

Le Brabant wallon, ce sont sept villes entre 20 et 40.000 habitant.e.s et vingt communes entre 3.500 et 15.000. Un

patchwork d'une bonne centaine de centres de vie, du très rural à l'ultra-urbain, comme Louvain-la-Neuve ou Wavre. Il a fallu donc répartir le travail entre les vingt opérateurs et parties prenantes du projet, s'assurer la collaboration des maisons de jeunes, des bibliothèques, des centres culturels, des centres d'art et de créativité... du moins quand il y en avait... et quand ils le voulaient bien ! Car en définitive, au regard de la méthodologie en étapes, nous avons eu affaire à 27 histoires différentes... De par l'implication des associations régionales porteuses, l'accueil par les autorités communales (du plus amical-étouffant au carrément hostile), la complicité et l'allant des acteur.ice.s locaux.ales, et aussi la météo (de la neige de février aux chaleurs de juin)... et la possibilité de faire coïncider le projet avec des activités locales pourvoyeuses de public.

Ainsi, en l'espace de six mois, des animations ont eu lieu sur des marchés, à l'entrée des magasins, en marge d'activités de centres culturels, de mouvements de jeunesse ou dans des bibliothèques... mais aussi dans des écoles, des maisons de jeunes, des maisons de repos, des chauffoirs pour sans-abri et devant des gares. Nous avons disséminé des milliers de cartes postales, utilisé une appli numérique (Fluicity) et récolté à la main des cartons. Au moment des

votes, nous devons disposer et rendre lisibles parfois dix à quinze panneaux de taille A0 sur lesquels les citoyen.ne.s s'exprimaient avec leurs dix petites gommettes... ou en rajoutant de nouvelles propositions et autres coups de cœur. C'est ainsi que nous avons rassemblé, au travers de 27 consultations populaires et toutes communes confondues, plus de 20.000 défis et merveilles, enregistré des milliers de votes de personnes ayant entre 6... et 95 ans.

Ce que la Coordination Éducation permanente a vécu, tout au long de ces deux années, de la germination du projet à ses conclusions, est forcément une histoire en tant que telle. Pour beaucoup d'entre eux, c'était une première ou un retour à d'anciennes expériences de terrain. Aller à la rencontre du « tout-venant », sans filtres ni préjugés. Mettre en œuvre, en fonction d'une multitude de paramètres, en ce compris climatiques, une grande variété de méthodologies, de modes d'approche et de dialogue pour être au plus près de l'expression citoyenne. La tâche s'est révélée beaucoup plus ardue et chronophage que prévu, nécessitant des renforts au niveau de la coordination générale du projet afin que toutes les communes soient traitées sur un pied d'égalité quand, çà et là, les associations porteuses ou les acteurs locaux faisaient défaut.

Les différentes étapes du projet

- **Avril 2016** : la Coordination Éducation permanente du Brabant wallon charge un groupe de travail de plancher sur un projet d'action commune dans le contexte des élections communales de 2018.
- **Avril 2017** : la Coordination approuve le projet « *Enragez-vous* ». 20 associations sur 23 y participeront activement.
- **Septembre 2017** : lettre aux Collèges annonçant le lancement de l'opération pour la mi-octobre.
- **De octobre à décembre 2017** : 13 octobre 2017 : conférence de presse de lancement à Ottignies.
- **De janvier à juin 2018** : lancement de l'opération dans les 27 communes. Remise du rapport final le 27 juin à Ottignies.
- **14 octobre 2018** : élections communales et provinciales. ■

Une évaluation toujours en cours

Fin juin 2018, au lendemain de la clôture de la dernière commune, la Coordination a présenté le bilan de l'opération, avec une analyse transversale des thèmes qui faisaient l'adhésion ainsi que les points d'attention adressés aux listes et candidat.e.s des futures élections communales. Une évaluation du projet a pu être faite dans un certain nombre de communes ou de secteurs (jeunesse, culture...) ainsi qu'au niveau de la coordination éducation permanente elle-même.

Après les élections et l'installation des nouvelles majorités, chacune des communes s'est astreinte à la rédaction de son Plan Stratégique Transversal (PST), catalogue complet des objectifs et des actions que les dirigeants comptent mettre en œuvre en-dehors des six années de la mandature. La Coordination s'est attelée à la récolte et à l'analyse de ces PST afin d'identifier les points de convergence et de



divergence avec les résultats de l'opération *Engagez-Vous*. D'ici la fin de l'année, à l'approche de la moitié de la mandature, et tenant compte des probables dix-huit mois « perdus » dans la crise sanitaire, nous ferons le bilan des réalisations ou des promesses encore à réaliser. Et 2024 ne sera plus très loin !

rons le bilan des réalisations ou des promesses encore à réaliser. Et 2024 ne sera plus très loin !

1. Particularité du Brabant wallon, l'existence depuis 1994 d'une coordination des associations et des mouvements d'éducation permanente qui compte aujourd'hui 23 membres de tendances philosophiques et politiques différentes, qui s'échangent des informations, prennent des positions communes et réalisent ensemble des projets spécifiques. Elle est coordonnée par le Centre culturel du Brabant wallon.

FOCUS SUR LA MÉTHODOLOGIE EN SIX TEMPS

- **Temps 1** : réunion de lancement dans la commune en invitant les associations, acteurs culturels et sociaux locaux pour déterminer ensemble l'agenda et les lieux des actions de récoltes des avis, de votes sur les propositions et de remise des résultats finaux.
- **Temps 2** : les citoyen.ne.s sont invité.e.s à remettre leurs propositions de défis et de merveilles pour leur commune.
- **Temps 3** : dépouillement des avis et construction des tableaux de vote (séance publique).
- **Temps 4** : les citoyen.ne.s sont invité.e.s à voter sur les bulletins de vote géants en priorisant un maximum de 5 défis et de 5 merveilles sur l'ensemble des propositions pour leur commune.
- **Temps 5** : dépouillement des bulletins de vote et rédaction du rapport final (en séance publique).
- **Temps 6** : présentation des résultats (séance publique).



Une publication a été réalisée autour du projet : *Engagez-vous. Engagez-vous et puis votons. Participation citoyenne en Brabant wallon ?*, Centre Culturel du Brabant wallon-Éd Academia, 2019 (en ligne) www.editions-academia.be/index.asp?navig=catalogue&tobj=livre&tno=63038

La transition, remède à l'urgence écologique ?

Chute massive de la biodiversité, changements climatiques, sécheresses et vagues de chaleur, inondations, érosion des sols... L'effondrement de notre civilisation est-il en marche ? Il y a urgence de se lancer dans une transition économique, sociale, et écologique ! Face à ces constats alarmants, le CIEP de Liège propose une série d'animations destinées à tout public.

Vers un système alimentaire durable : l'écologie dans l'assiette

La nourriture a toujours représenté un symbole de partage et de réunion, un marqueur culturel et social. Pourtant, aujourd'hui, elle est la cause de nombreux maux : obésité, pollution, épuisement des sols, déchets... Quels sont les tenants et les aboutissants de notre sys-

tème alimentaire actuel ? Quelles sont les alternatives ?

Durée : 1h à 2h.

La transition, remède à l'urgence écologique ?

L'objectif de cette animation est d'analyser les enjeux environnementaux actuels, de fournir des grilles d'analyse et de découvrir des initiatives individuelles et collectives de changement.

Durée : 2h à 3h.

Les dessous de la Coupe du Monde 2022 au Qatar

Des milliers de morts sur les chantiers, des conditions de travail proches de l'esclavage, une aberration écologique... Depuis des années, cet événement est critiqué, mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Durée : Environ 1h.

DéranG par la 5G ?

La 5G est souvent présentée par les uns comme la dernière innovation indispensable et pour les autres, un fléau. Très débattue, sa présence (ou non) s'accompagne de nombreuses rumeurs... Mais qu'en est-il réellement ?

Durée : Environ 1h.

Animations sur-mesure intégrant d'autres thèmes de la transition ou sous d'autres formats.

Informations :

CIEP Liège, Laure Hugla
Mail : hugla@mocliège.org
GSM : 0488/26.04.61

Thomas DESAI ♦ Loisirs & Vacances Namur

À la découverte de Namur décoloniale

Ce 18 novembre 13h00, nous nous retrouvons à 18^h au rond-point de la Place Wiertz à Namur, où nous attendait, tout droit venu de Bruxelles, notre guide pour une visite autour de l'héritage colonial dans l'espace public namurois. Membre du *Collectif Mémoire Coloniale et Lutte Contre les Discriminations* (et des JOC de la Louvière), Aliou nous a montré une des faces cachées de l'histoire namuroise et de son patrimoine.

Déconstruire le colonialisme dans l'espace public namurois

Notre découverte atypique de Salzinnes a commencé devant la statue de Léopold II, où nous apprenons que ce quartier est le berceau de la politique colonialiste namuroise pendant la période d'entre-deux-guerres. Les rues défilent sous les traces de cette politique ; Aliou met en évidence ces acteurs : Père Cambier, Sergent Vrithoff, la bataille de Tabora... et d'autres épisodes méconnus ou ignorés de l'histoire coloniale telle que nous l'apprenons à l'école. Cette politique apparaît comme glorifiée dans le bâti de Salzinnes. Point rassembleur de

ces épisodes, ils touchent tous à la colonisation belge du Congo et aux horreurs du régime. Ces deux heures de visite ont été riches en découvertes très souvent stimulantes et étonnantes, mais aussi parfois inconfortables pour les participant.e.s.

Origine de cette prise de conscience

Comment sommes-nous arrivés à cette découverte et cet éveil ? Suite à des échanges entre des services du MOC et des partenaires dans la société civile, est née la volonté de développer un programme d'activités de 'balades décoloniales' organisées par Loisirs & Vacances Namur. Soutenue par la Campagne de 2021 du MOC *Raciste malgré moi. Ensemble déconstruisons le racisme structurel*¹, cette proposition s'insère dans les activités de Tourisme citoyen à Namur. Ces éléments se sont entrecroisés pour faciliter la collaboration entre services du MOC et la société civile namuroise.

Pour mener à bien ce projet, Loisirs & Vacances et le CIEP de Namur ont initié un cycle de travail autour des traces

de la colonisation dans l'espace public, en organisant tout d'abord une visite de l'Exposition *Le Congo en Cases* au Point Culture de Namur, produit par le Musée Africain de Namur. Ensuite, deux moments de réflexion, d'échange, et de brainstorming ont été prévus avec des acteur.rice.s militant.e.s décolonialistes et antiracistes. Tous ces apports ont permis finalement de mettre sur pied cette balade décoloniale, avec l'objectif de sensibiliser tout d'abord et dynamiser les services internes au MOC autour de cette question.

Ce dispositif a pour objectif de construire et de proposer une offre de balades décoloniales pérennes à Namur. Disponibles pour le grand public à partir du printemps 2022, ces balades seront encadrées par des militant.e.s antiracistes namurois.e.s avec le soutien du *Collectif Mémoire Coloniale* et de Loisirs & Vacances. Cet outil permettra de faire découvrir et de sensibiliser autour de cette thématique qui fait aussi partie de notre histoire. ●

1. Issus des services et structures du MOC de Namur.
2. Voir *L'Esperluette*, n°109, juillet-septembre 2021.

Infos : Loisirs & Vacances Namur
Thomas Desai
Mail : lvnamur@lilon.be

Jean-François RASSCHAERT ♦ CIEP Namur

Une balade à la recherche de la démocratie

Notre modèle démocratique est très critiqué ces derniers temps. Et si c'était parce qu'il était réduit aux seules sphères politiques et aux élections ? La démocratie ne devrait-elle pas être quelque chose à expérimenter au quotidien, dans tout collectif ? Est-ce que redévelopper la démocratie dans ces toutes petites sphères n'amènerait pas finalement à transformer le modèle démocratique plus global ? Partant de cette idée, l'asbl *Periferia*, le groupe *Malonne transitionne* et le CIEP Namur a organisé une balade pour (s')interroger la démocratie.

Le jeudi 11 novembre, une quinzaine de personnes se sont réuni.e.s à Ma-

lonne (province de Namur) pour partir sur les traces de la démocratie lors d'une marche exploratoire. Ce concept est né fin des années 80 autour de l'insécurité ressentie par les femmes dans l'espace public. Le but était de recueillir leur parole et d'imaginer des solutions face à cette insécurité. Ces marches exploratoires ont deux caractéristiques intéressantes : elles partent du vécu, du ressenti des participant.e.s et elles s'incarnent dans leur territoire de vie.

Armé.e.s de bonnes chaussures et d'un enthousiasme débordant, les marcheur.se.s sont parti.e.s pour une balade de quatre kilomètres pour essayer de débusquer la démocratie, celle que

l'on dit malade. Outre l'identification des lieux où il y a, où il pourrait/de-vrait y avoir de la démocratie, la balade a été agrémentée de rencontres avec des personnes qui expérimentent ces « micro-démocraties » dans leur « collectif ». À plusieurs moments, les participant.e.s ont échangé avec ces personnes : tout d'abord, Nathalie du groupe *Malonne transitionne* a expliqué comment son association faisait vivre cette notion et avec quels outils (sociocratie et processus de décision par consentement) ; ensuite, Catou de la ferme de Reumont et Bertrand de *Paysans-artisans* ont exprimé leur ressenti en lien avec la production agricole et le fonctionnement d'une

entreprise coopérative. De retour, Margarita Féry, ancienne directrice de la haute école Hennalux, a parlé des jardins partagés près de la charmille : pour elle, la démocratie était un chantier qu'il.elle.s n'avaient sans doute pas suffisamment travaillé et auquel il.elle.s allaient s'atteler.

Cette balade montre bien à quel point la démocratie, qui nous paraît souvent très lointaine lorsqu'elle est réduite aux cénacles politiques et aux séances de vote une fois toutes les X années, fait en réalité partie de nos vies au quotidien et mériterait un plus grand intérêt de notre part. Le témoignage final de Thomas sur le fonctionnement de l'habitat groupé du Broctia n'a pas contredit cette affirmation, car vivre à plusieurs familles dans un même espace nécessite une attention toute particulière au mode de fonctionnement en commun.

Dans les semaines à venir, d'autres rendez-vous seront programmés pour explorer de manière plus approfondie la notion de « démocratie » dans d'autres lieux : écoles, entreprises, l'espace public. ●

Infos : CIEP Namur
Jean-François Rasschaert
GSM : GSM : 0497/41.00.55
Mail. : jean-francois.rasschaert@lilon.be

Rencontres-débats et opéroulottes autour des droits humains et des luttes sociales

Programme :

15 février 2022 : *L'allocation universelle, encore une idée irréaliste des bobos gauchistes ?*

15 mars 2022 : *Droit à l'eau = droit humain ?*

Lieu : Roulotte l'Audacieuse
(rue de Brabant à Perwez)
Infos : www.ciepbw.be



Dates à épingler

LA VOIX EST LIBRE À VIRTON

Espace de parole et de débat pour exprimer les difficultés et solidarités vécues, pour échanger sur des sujets actuels qui questionnent.

Dates : 12 janvier, 2 février, 16 février, 9 mars et 23 mars 2022 (dès 9h30)

Lieu : Espace Cohésion - 4, Avenue Bouvier à Virton

Infos : CIEP Luxembourg Martin Heyde
Tél. : 063/21.87.38 • www.mocluxembourg.be
Mail : m.heyde@mocluxembourg.be

POUR UN FÉMINISME SOLIDAIRE ET INTERSECTIONNEL

La formation « 120heures » de Vie Féminine permet de réfléchir aux rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe dans notre société mais aussi aux différentes manières d'atteindre l'égalité.

Dates : Du 21 janvier au 17 juin 2022, tous les vendredis (sauf les vacances scolaires) de 9h30 à 16h30

Lieu : Bruxelles

Inscription et infos : Vie Féminine Solange Umuhoza Tél. : 02/227.13.11

Mail : chargee-formation@viefeminine.be
www.viefeminine.be/120-heures-pour-l-egalite

OBSERVATOIRE POLITIQUE

24 janvier 2022 : *Gestion communale et transparence : un levier pour renforcer la citoyenneté active ?* avec Claude Archer, co-fondateur de Transparencia
7 mars 2022 : *Marketing des villes et communes : se distinguer à tout prix ?*

Infos : CIEP Luxembourg Philippe Jungers
Tél. : 063/ 21.87.33 • www.mocluxembourg.be
Mail : p.jungers@moclou Luxembourg.be

EXPÉRIMENTER ENSEMBLE : OUTILS ET MÉTHODES DE BASE

Formation pour découvrir les bases de l'intelligence collective

Dates : mardi 1^{er} février, 22 février et 15 mars 2022 (de 9h00 à 17h00)

Lieu : Ixelles (Bruxelles)

Infos : Collectiv-a • <https://collectiv-a.be/>
Mail : contact@collectiv-a.be

Inscription : <https://kikou.collectiv-a.be/event?type=6>

CINÉ-DÉBAT « LA VIE D'UNE PETITE CULOTTE »

Ce documentaire se penche sur ceux, celles qui travaillent dans les industries textile. Quelle est la face cachée de nos

vêtements ? Projection suivie d'un débat avec Antoinette Maïa (WSM).

Date : 1^{er} février 2022 (de 19h30 à 21h30)

Lieu : CSC d'Arlon

Infos : CIEP-MOC Luxembourg Timilda Gila Campos

GSM : 0497/06.40.09

Mail : t.gilacampos@mocluxembourg.be

ZOOS HUMAINS.

L'INVENTION DU SAUVAGE

Exposition et visites guidées

Dates : du 16 février au 25 mars 2022

Lieu : Salle de l'ARC-Verviers (Place Général Jacques, 16 à Verviers)

Infos : CIEP Verviers

Benoît Leysten GSM : 0484/30.99.12

<https://moclueg.be/ciep-verviers/>

AUTOGESTION : HORIZONTALITÉ, COMMENT MIEUX FONCTIONNER ?

Formation pour pouvoir penser et agir sur le fonctionnement horizontal de son collectif.

Dates : du 23 au 25 février 2022 et du 28 avril au 29 avril 2022 (de 9h00 à 18h00)

Lieu : Vévy Weron (Namur)

Infos : Collectiv-a

Mail : contact@collectiv-a.be

<https://collectiv-a.be/>

Inscription : <https://kikou.collectiv-a.be/event?type=6>

CINÉ-DÉBAT « RACISTE MALGRÉ MOI ! »

Projection « *Un amour rêvé* », en présence d'Arthur Gillet et de Mireille Tsheusi-Robert, Présidente de Bamko.

Date : 15 mars 2022 à 14h00 (séance scolaire), à 19h30 (Séance tout public)

Lieu : Cinéma l'Ecran à Ath

Gratuit sur réservation :

ariane.bayot@ciep-wapi.be ou 0478/05.23.54

Infos : CIEP WAPI www.moc-ho.be

EN ROUTE VERS L'ÉGALITÉ DE GENRE !

Journée (inter)nationale WSM

Comment se saisir de cet enjeu en tant qu'organisation ? Comment se relier au-delà des frontières et faire mouvement, ensemble, globalement ? Ces questions sont le cœur de cette journée qui mêlera des expériences d'organisations du Nord et du Sud.

Date : 31 mars 2022

Publics : cadres, permanent.es, animateur.rices et militant.es du MOC et de Beweging.net

Infos : www.wsm.be/

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI – THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT – PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des États-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



Reportage

C'est en octobre 2020 que les Zapatistes de l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) annonçaient leur voyage sur les différents continents à la rencontre des collectifs et militant.e.s « en bas à gauche ». Leur première étape était l'Europe. Après moult péripéties, une première délégation est arrivée en juin à Vigo (Espagne), après avoir traversé l'Atlantique à bord du *Montana*. Constitué de quatre femmes, deux hommes et une personne trans, l'Escadron 421 a rebaptisé le continent européen « *terre insurgée* ». En septembre, le reste de la délégation, constituée de 177 femmes et hommes, est arrivée à Vienne, pour « *remercier l'autre d'exister (...) pour les enseignements de sa rébellion et sa résistance (...). Embrasser l'autre et lui dire à l'oreille qu'il.elle n'est pas seul.e. et lui murmurer que cela vaut la peine de résister, (et) de rêver d'un monde non pas parfait, mais meilleur* ». Pendant trois mois, cette délégation a parcouru l'Europe d'en bas à gauche, en petits groupes, écoutant beaucoup et racontant leur histoire pour tisser ces liens entre ici et là-bas. Les zapatistes sont repartis au Mexique ce 6 décembre.

Du départ de la délégation, en passant par l'arrivée à Vigo et à Vienne, jusqu'aux mobilisations à Madrid ou à la ZAD de Notre-Dame des Landes, voici l'illustration de ces rencontres. Le reportage de ce numéro est issu du travail photographique de militant.e.s et bénévoles, d'Europe mais aussi du Mexique. En créant un réseau de « médias libres » (par opposition aux « médias payants », dépendants du pouvoir selon les Zapatistes) pour documenter leur « *Voyage pour la Vie* », ils et elles désirent conserver la mémoire de ce moment historique entre peuples du monde.